



# **Consortium for Development Partnerships (CDP)**

## **RESEARCH REPORT N4 2008**

**L’idée de Patrie dans la Compréhension de la Participation des Jeunes à la  
Dynamique Conflictuelle en Cote D’ivoire**

**Présenté par FOFANA Moussa  
Centre de Recherche et d’Action pour la Paix (CERAP)**

## Table des Matières

Approche méthodologique de l'étude.....	3
Introduction.....	3
Groupes cibles.....	3
Champ d'étude .....	4
Méthodes et outils de collecte des informations .....	4
Caractérisation des contextes socio-économique et politique avant et pendant le conflit armé en côte d'ivoire.....	4
Ethnographie économique-politique de la configuration du champ conflictuel.....	8
Pays pluriethnique.....	8
Déclin économique.....	13
Lutte pour le pouvoir .....	15
La rébellion armée.....	17
Résultats préliminaires .....	20
Présentation de l'étude.....	20
Contexte et état du problème .....	20
Objectifs.....	22
Hypothèses.....	23
<b>Première partie : l'intervention des jeunes dans le champ politique.....</b>	<b>23</b>
La galaxie patriotique.....	25
Les organisations de jeunes dans le champ politique au Nord .....	29
<b>Deuxième partie : les conceptions de l'idée de patrie et du patriotisme .....</b>	<b>39</b>
Les définitions de la patrie et du patriotisme .....	39
La qualité de patriote : qui est patriote ?.....	42
Les logiques justifiant l'engagement patriotique .....	45
<b>Troisième partie : la renégociation de l'accès aux ressources ; enjeux de l'engagement patriotique des jeunes ?.....</b>	<b>50</b>
L'idée d'une récompense.....	51
Logiques d'ascension politique pour service rendu.....	51
Stratégie de reconnaissance sociale et logique économiques.....	53
Conclusion.....	57
Références bibliographiques.....	57

## **I. Approche méthodologique de l'étude**

### **Introduction**

Cette étude traite de la mobilisation des jeunes dans l'espace de la violence politique en Côte d'Ivoire. Elle s'intéresse plus précisément à l'engagement partisan des jeunes observé au cours de la crise militaro-politique survenu depuis le 19 septembre 2002. Le patriotisme qui semble être une notion constante dans la justification des engagements politiques des jeunes de part et d'autre de la ligne de séparation créée par la guerre se présente comme un important déterminant dans leur enrôlement et leurs perceptions du conflit actuel. Dans cette étude, l'idée de patrie est posée au centre de notre tentative de compréhension des logiques d'action collective portée par les organisations de jeunes au nord (dans la zone sous contrôle des forces rebelles) et au sud (dans la partie sous contrôle gouvernementale). Nous attendions observer l'engagement des jeunes dans le champ politique sur fond de patriotisme comme le produit d'une interaction sociale dont il est possible d'identifier les fondements. La notion de patrie se présente donc comme une entrée qui permet de caractériser l'intervention particulière des jeunes dans la crise ivoirienne et de questionner les trajectoires sociales de ces acteurs, leurs réseaux de relation, leurs perceptions du conflit, les justifications de leur engagement etc.

### **Groupes cibles**

La population concernée par l'étude est composée des organisations de jeunes présentes sur l'échiquier politique actuel. Ses formations se sont soit constituées après l'éclatement de la crise ou existaient déjà. Elles ont pour trait commun l'intervention effective dans les événements politiques. Concrètement, les personnes approchées par l'étude sont les leaders des organisations de jeunes constituées dans le nord sous contrôle de l'ex-rébellion d'une part et d'autre part dans le sud dans la zone gouvernementale. Nous nous intéressons plus particulièrement aux associations et structures organisées, actives et clairement engagées dans l'espace politique.

Dans un premier temps, les mouvements de jeunes liés à la galaxie patriotique ont été les premiers groupes approchés pour la collecte des informations. Dans un second temps, nous avons identifié dans la zone sous contrôle des Forces Nouvelles des structures et organisations de jeunes ayant un profil similaire, évoluant dans le contexte politique actuel et s'engageant explicitement à soutenir l'action des insurgés.

Les leaders des organisations suivantes ont été interviewés au stade actuel de la collecte des données :

Damana Pickas (CONARECI)

Eugène Djué (UPLTCI)

La CONARCI et l'UPLTCI se rangent dans la « galaxie patriotique ». Les organisations de jeunes actives dans la zone des Forces nouvelles sont : la JFN, le SENAT (qui se présente comme une organisation d'acteurs du domaine civile semblable aux espaces populaires de discussion ; Agoras et Parlement de la zone gouvernementale) et l'association des enseignants volontaires des zones FN. Dans ce deuxième groupe nous avons pu rencontrer : MM. Fadiga Khalil (JFN), Kamagaté (SENAT) et Ouattara Zoumana (coordination des organisations de la société civile en zone FN).

### **Champ d'étude**

Deux villes sont choisies pour procéder à la collecte de l'information. Ce sont Abidjan et Bouaké. A Abidjan nous avons pu rencontrer les principaux leaders des organisations de jeunes qui intègrent un plus grand ensemble identifié sous le terme de « galaxie patriotique ». Bouaké se présente comme le fief de la rébellion ivoirienne et concentre une grande partie de son organisation administrative et politique. Les organisations civiles proches des Forces Nouvelles y ont été rencontrées.

### **Méthodes et outils de collecte des informations**

La collecte des informations s'est faite essentiellement à travers des entretiens semi-dirigés avec les jeunes leaders et la revue de presse.

### *La presse*

La presse en Côte d'Ivoire se présente plus comme une presse d'opinion et joue moins un rôle d'information. Les sujets politiques y sont traités à travers les prismes de lignes éditoriales politiquement marquées. Il est donc aisé de repérer les liens de rapprochement entre tel journal et tel parti politique. Ainsi, sur un même sujet, peut-on avoir des analyses aussi diverses qu'il y a d'obédiences politiques. Les interprétations et analyses contenues dans les journaux permettent par conséquent d'éclairer différemment les événements politiques et par la même occasion fournissent une base à l'approche comparative. Vue sous cet angle, nous avons pu composer dans l'univers de la presse en Côte d'Ivoire trois catégories de journaux.

Analyses « proches du pouvoir »	Analyses « équilibrées » Indépendants	Analyses « pro oppositions »
. <i>Notre Voie</i> . <i>Le Courrier d'Abidjan</i> . <i>Le Temps</i>	. <i>Fraternité Matin</i> . <i>L'Inter</i>	. <i>Le Patriote</i> . <i>24 heures</i> . <i>L'Intelligent d'Abidjan</i> . <i>Le Nouveau réveil</i>

En définitive, la revue de presse a consisté en une triangulation de l'information entre ces trois catégories de journaux. Nous avons procédé au croisement de trois sources différentes d'information à la fois sur les activités de la « galaxie patriotique » et sur celles des organisations de jeunes dans la zone des Forces nouvelles.

### *Les entretiens*

Les entretiens semi-dirigés ont été administrés auprès des leaders des organisations identifiées plus haut. Ces entretiens ont porté sur six thématiques essentielles :

- *Trajectoire sociale* : Nom et prénom; groupe ethnique; nombre d'enfants dans la famille d'origine; rang occupé dans la famille; profession du père et de la mère; appartenance politique du père et de la mère;

niveau d'instruction; année d'entrée à l'école primaire et à l'Université; années d'obtention des différents diplômes scolaires et universitaires...

- *Expériences professionnelles ou situation face à l'emploi* : Profession avant la crise; profession actuellement; stages de formation effectués, etc.
- *Parcours syndical et expériences dans la vie associative* : Année d'entrée dans le syndicalisme; postes de responsabilité occupés; acteurs ayant influencé ce militantisme; compagnons de lutte ; Année d'entrée dans le mouvement associatif ; postes occupés; objectifs et moyens de lutte des associations créées
- *Caractérisation des mouvements* : Statut juridique; objectifs; année et contexte de création; types d'activités menées; sources de financement des activités; liens avec les sphères politiques ...)
- *Perceptions du conflit et motifs de création du mouvement patriotique présidé* : Causes et acteurs de la crise, les voies de sortie de la crise, la définition des concepts « jeune patriote » et « patrie », attentes et souhaits après la lutte)
- *Conception de la notion de patriotisme.*

### **Pratique du terrain**

Notre objectif pratique fut de rencontrer les jeunes leaders dans une phase active de leur mobilisation auprès des formations politiques ou militaires. Dans le cas des organisations de jeunes en zones ex-rebelles, l'approche adoptée peut être qualifiée de descendante car elle entame la recherche empirique par des rencontres avec la hiérarchie politique puis militaire des Forces Nouvelles. Les démarches auprès des autorités administratives et militaires ont eu pour but d'informer sur les travaux de recherche et d'obtenir la collaboration des personnes ressources. Ce mouvement de collecte de l'information en partant du haut vers le bas a permis, d'une part, de donner à l'étude un caractère officiel avec l'obtention de deux autorisations délivrées par les autorités de Forces Nouvelles.

Muni d'une autorisation de libre circulation dans la zone occupée par les Forces Nouvelles et d'une autorisation de recherches scientifiques, nous avons pu négocier la disponibilité et la coopération des jeunes leaders. Pour les données se rapportant aux organisations de la galaxie patriotique, nous avons recours à des données secondaires. Ces informations sont constituées des entretiens réalisés avec les principaux leaders de la galaxie patriotique et aimablement mis à notre disposition par Gngadjomon Koné dont le sujet de la thèse porte sur les déterminants de l'engagement patriotique des jeunes. Mais pour l'essentiel des informations sur le groupe des « jeunes patriotes » nous avons eu recours à la presse. Le sujet est régulièrement traité par les titres que nous avons présentés plus haut.

### **Natures des données collectées et outils d'analyse**

Le matériau collecté pour l'étude est constitué essentiellement d'entretiens recueillis par dictaphone puis retranscrits et d'articles de presse sélectionnés. La nature qualitative des données ainsi collectées induit par conséquent l'usage d'un outil d'analyse adapté. Nous aurons donc recours dans la phase du traitement des données au logiciel Nvivo qui est indiqué pour l'analyse des données qualitatives de cette nature.

### **Difficultés rencontrées**

Le déroulement de l'étude connaît de nombreuses difficultés. Elles proviennent essentiellement de la mobilité qu'impose la collecte des informations, de l'indisponibilité des répondants et aussi de la courte durée impartie à l'étude. Les missions dans les zones des Forces Nouvelles représentent des lourdes charges financières et ne peuvent s'étendre sur une longue durée. Pourtant la non disponibilité des interlocuteurs identifiés et les démarches administratives demandent un plus long séjour sur ce site d'enquête. Par ailleurs, nous avons recueilli au stade actuel des enquêtes un grand volume de données qui ne peuvent être traitées et rigoureusement analysées sur à peine deux semaines. Toutes ces difficultés nous obligent à ne présenter que des données brutes et éparses qui ne documentent que partiellement notre projet de départ.

Par conséquent, cette présentation des résultats préliminaires ne permet pas actuellement de faire des analyses complètes pouvant conduire à des conclusions solides.

## **II. Caractérisation des contextes socio-économique et politique avant et pendant le conflit armé en Côte d'Ivoire**

### **1. Ethnographie économique-politique de la configuration du champ conflictuel**

#### **Pays pluriethnique**

La République de Côte d'Ivoire est située en Afrique occidentale entre les 5<sup>ème</sup> et 10<sup>ème</sup> degrés latitude nord et les 3<sup>ème</sup> et 8<sup>ème</sup> degrés longitude ouest. Elle a une ouverture maritime au sud sur le golfe de Guinée d'environ 550 km de côte qu'occupent ses deux ports d'Abidjan et de San-pédro. Sa superficie est de 322.462 km<sup>2</sup>. Le pays est limité à l'est par le Ghana, au nord par le Mali et le Burkina Faso, à l'ouest par la Guinée et le Liberia (voir carte 1). Au dernier recensement effectué en 1998, sa population s'élevait à 15 366 672 habitants avec un taux de croissance de 3,3% par an. Les non ivoiriens vivant sur le territoire sont estimés à 26% de la population totale. Ce taux exceptionnel d'étranger s'explique par la tradition de pays d'accueil développée au cours de l'histoire culturelle, économique et politique de la Côte d'Ivoire. Ainsi, peut-on rappeler que sa relative réussite économique des années 70 et une partie des années 80, qui a fait parler de « miracle ivoirien », ainsi que la stabilité politique et sociale de cette même période en ont fait naturellement une terre d'accueil pour les ressortissants de divers pays et particulièrement des pays voisins ci-dessus cités. La croissance de la population essentiellement due à l'immigration frontalière a atteint le taux exceptionnel de 4,2% entre 1973 et 1988 à l'époque du « miracle ».

La Côte d'Ivoire est présentée comme une terre de rencontre entre quatre grands groupes de peuplement que sont les Mandé, les voltaïques (ou Gur), les Krou et les Akan. Les Mandés sont formés par les groupes ethniques occupant le nord-ouest et l'ouest du pays. Ce sont les Manding ou mandé du nord avec les ethnies malinké communément appelés « dioula » et les mandé du sud avec les ethnies Dan et Gourou.



Au nord et au nord-est du pays on trouve le groupe voltaïque ou Gur, composé essentiellement par Les Sénoufo, les Lobi et les Koulango. Les peuples Guéré, Krou (Wè, Bété, Dida) et apparentés ont traversé la forêt pour occuper le sud-ouest du pays. Le groupe Akan occupe le centre et le sud-est et est installé à la charnière de la forêt et de la savane. Ce groupe comprend d'une part les Baoulé, les Agni et les Abron et d'autre part les Akan dits lagunaires composés des populations ethniquement proches que sont les Ebrié, Abey, Abouré... Les nombreuses séries successives de migrations complexes de ces groupes ethniques au cours de plusieurs siècles ont donné la configuration actuelle de l'occupation de l'espace par leurs populations. Il existe par conséquent une correspondance entre les groupes culturels et les aires géographiques.

### **Développement inégal, redistribution inégale**

La Côte d'Ivoire, au plan écologique, bénéficie d'un climat tropical humide qui favorise le développement d'une végétation de forêt tropicale dense dans le Sud tandis que le Nord du pays est couvert de savanes plus ou moins boisées. Ces dispositions écologiques favorables induisent le développement d'une économie dominée par l'agriculture. Les principales ressources du pays proviennent par conséquent de l'exploitation forestière et des cultures industrielles (café, cacao, ananas, hévéa, palmiers à huile, coco...) destinées à l'exportation. Dans les zones septentrionales du pays se sont développées surtout les cultures traditionnelles (igname, mil) et commerciales (coton, riz, canne à sucre) qui n'offrent pas les mêmes avantages économiques que les produits agricoles du sud. C'est aussi le lieu de remarquer que les mouvements migratoires sur le territoire se sont ordonnés dans le sens nord-sud en fonction des activités économiques concentrées dans les zones forestières. En outre, à l'indépendance, le nouvel État qui s'était inscrit dans la continuité de la période coloniale, a restructuré et renforcé le système économique dominé par l'agriculture de rente dont les activités sont concentrées dans la zone forestière du sud (Akindès, 2003). C'est ainsi que, les dispositions écologiques déterminant les orientations de cette économie nationale fortement dominée par les exploitations agricoles ont conduit à l'inégale répartition des hommes et des activités entre les régions du pays.

Entre 1960 et 1980 avec l'application d'un modèle économique marqué par l'agriculture d'exportation, la Côte d'Ivoire connaît une croissance économique forte. Puisque le moteur de cette réussite économique se situait dans la zone du sud, c'est donc naturellement que le système de distribution bien que volontariste des fruits de la croissance sera inégalitaire dans sa répartition sociale et territoriale (Akindès, 2000). Les options économiques se conjuguant avec des choix politiques auront pour effet de créer des disparités dans l'aménagement du territoire et l'émergence de rapports inégalitaires dans la redistribution sociale des retombés. Le développement de l'économie de plantation dans les zones du sud du pays en précipitant les inégalités entre nord et sud entraîne surtout une reconfiguration des situations démographiques et des rapports sociaux entre groupes ethniques tels qu'on pouvait les lire aux différentes périodes du peuplement du territoire de l'actuelle Côte d'Ivoire. En effet, La zone forestière au sud voit la concentration des hommes, des activités et des revenus. Elle a une densité de population trois fois plus élevée qu'au Nord et le revenu moyen y est 2,2 fois supérieur. Les aires dites de savanes reçoivent la portion congrue du revenu national d'autant plus que près de 70% de ce revenu sont distribués dans ou par l'intermédiaire du milieu urbain, dont 22% à Abidjan (SEDES, 1984) et que les villes du Nord ne regroupaient pas plus de 20% de la population citadine (Dubresson, 1986). Ces différents constats permettent ainsi de conclure que les inégalités entre groupes sont dès le départ, liées à une dynamique de développement fortement déterminée par des facteurs physiques naturels contrastés d'une région à l'autre. Cependant les disparités ainsi apparues ont fait l'objet d'actions correctrices qui en partie vont marquer une période importante de la gouvernance du premier président Félix Houphouët-Boigny à travers son marketing politique auprès des populations défavorisées par le déséquilibre régionale.

### **Migration, pression foncière et tensions sociales**

Le taux d'accroissement élevé de la population en Côte d'Ivoire est dû à l'immigration. En effet, La population étrangère dénombrée en 1998 s'élève à 4 000 047 personnes soit environ 26% de la population totale.

L'essentiel des non Ivoiriens résidant en Côte d'Ivoire est africain et provient particulièrement de l'Afrique de l'Ouest : 57,5 % proviennent du Burkina Faso, 20,4 % du Mali, 5,9 % de la Guinée, 3,4 % du Ghana, 2,8 % du Bénin et 2,6 % du Niger. Comme on peut ainsi le constater, le Burkina Faso, le Mali et la Guinée sont les pays dont les ressortissants sont les plus nombreux en Côte d'Ivoire. Par la suite, les chiffres sur l'immigration ont été au centre de nombreuses interprétations tendant à expliquer les conditions sociales difficiles de la crise économique à la fin des années 1990. La commission des affaires sociales et culturelles du Conseil économique et social publiait en avril 1999 des textes alarmistes attirant l'attention de l'opinion nationale sur la menace de l'immigration. Selon cette institution, il faut s'inquiéter du « poids économique assumé par les immigrants » qui malgré leur faible niveau d'instruction ont la mainmise sur le secteur informel où ils monopolisent les emplois au détriment des Ivoiriens. Par ailleurs les étrangers contribueraient à une difficile maîtrise de la population tout en rompant un certain « équilibre démographique » qui lui-même est en lien avec « le risque d'insécurité et la menace de la paix sociale ». À cet égard, (il est rappelé que) le fait que des pans entiers de l'économie soit accaparés par les étrangers, constitue un motif de mécontentement d'une bonne frange de la population ivoirienne de souche<sup>1</sup>.

Cependant, le taux d'immigration est à situer dans son contexte historique qui est lié à la politique coloniale d'ouverture sur l'extérieur prolongée par le premier Président de la Côte d'Ivoire. Comme nous l'avons montré plus haut, le système d'exploitation mis en place par la colonisation va ordonner le sens du flux migratoire selon les besoins de main d'œuvre qu'exigent les cultures industrielles. On a assisté alors à des mouvements migratoires du Nord vers les zones sud. Ces mouvements ont impliqué un déplacement important des populations ivoiriennes du Nord (malinké ; sénoufo) et du centre (baoulé) vers les zones économiques du sud. Mais ils ont également impliqué les populations venant de pays limitrophes (Burkina Faso ; Mali ; Guinée) dont la plupart présentent des similitudes culturelles avec plusieurs populations ivoiriennes.

---

<sup>1</sup> Touré M (1999), « Immigration en Côte d'Ivoire: la notion de « seuil tolérable » relève de la xénophobie » in *Politique Africaine* p 77.

On peut également déduire de ces mouvements migratoires économiques, la forte concentration démographique des populations étrangères et nationales dans les nouvelles zones de grande production agricole (Sud-Comoé ; Bas-Sassandra ; Moyen-Cavally ; Moyen-Comoé ; Haut-Sassandra). Mais ces migrations ne font pas seulement en direction des zones rurales. Elles couvrent également les centres urbains. Dans ces zones, les grands chantiers urbains et l'activité commerciale influencée par le développement des cultures de rente attirent les populations du nord, du centre, du sud-ouest (bété) mais aussi africaines (dahoméen, sénégalais, togolais, malien, burkinabé, guinéen, ...). Ces mouvements migratoires vers les zones urbaines prennent de l'ampleur sous l'impulsion du développement de l'économie après l'indépendance.

En outre, l'intensification de la culture du cacao et du café a nécessité un afflux massif de main d'œuvre avec pour conséquence le défrichement de vastes espaces de forêt. L'économie de plantation a impulsé une forte mobilité du travail avec le déplacement vers le sud et l'ouest, à mesure qu'avancait le « front pionnier », de travailleurs baoulé, sénoufo, malinké ainsi que de Burkinabé et Malien. Ce mouvement incité et entretenu<sup>2</sup> des travailleurs allochtones est encouragé par la perspective de rémunération sous forme de cession de terres par les autochtones. Cette situation était d'autant plus attrayante qu'en l'absence de véritable code foncier ou de loi restrictive sur l'immigration, l'accès au foncier tenait dans le slogan lancé par le président Houphouët-Boigny : « la terre appartient à celui qui la met en valeur ». Aussi a-t-on assisté à une pérennisation de la propriété foncière par les groupes de migrants car l'accès à la terre et à la main d'œuvre reposait sur les réseaux liant les pionniers (allochtones et allogènes) à leur société d'origine. Les nouveaux arrivants, une fois devenus propriétaires, emploient à leur tour des travailleurs migrants espérant accéder à la propriété foncière.

---

<sup>2</sup> Avec l'introduction du café et du cacao à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, la nécessité d'obtenir une main d'œuvre importante incite les colons, au cours de la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle à acheminer de force, des régions de savane ivoiriennes et des colonies sahéliennes du Nord, des travailleurs vers leur plantation du Sud. Avec l'abolition du travail forcé, les planteurs ivoiriens détournent cette main d'œuvre « libérée » à leur profit. La nouvelle force politique qu'est le PDCI-RDA, collaborant déjà avec l'administration coloniale dans les années 50 va perpétuer le système d'acheminement de la main d'œuvre ; notamment celle fournie par le Burkina Faso. Le SIAMO (syndicat interprofessionnel d'acheminement de la main d'œuvre) est mis en place à cette époque.

La force de travail attirée a été mise à profit car en effet, il existe une corrélation entre l'accroissement démographique et les accroissements des productions pérennes. En 1955 et 1965, la population s'élève ainsi de plus de 6% par an et les productions en 1960 et 1970 augmente respectivement pour le café et le cacao de 3,3% et 4,5% (Balac, R. ,1997)<sup>3</sup>.

Comme conséquence, dans un premier temps, la concentration démographique dans ces zones a entraîné une pression sur les ressources forestières dont la disponibilité a été sérieusement entamée depuis l'indépendance en 1960. On est passé de 12,5 millions d'hectares en 1960 à moins de 3 millions dans le milieu des années 1990 (Hugon, P. ,2002). Dans un second temps, l'afflux et l'établissement massif de migrants dans les zones forestières telles que le centre-ouest du pays et la forte colonisation agricole qui s'en suit vont occasionner des conflits qui se sont manifestés aussi bien sur les droits fonciers que sur les modes de cohabitation entre les différentes communautés<sup>4</sup>. Cette brève description des enjeux naissant autour du foncier permet plus tard de comprendre les revendications de la rébellion relatives à la question foncière et les affrontements intercommunautaires autour de cette même question.

## 2. Déclin économique

L'économie ivoirienne soutenue essentiellement par la rente des cultures d'exportation va être déstabilisée par la détérioration des termes de l'échange des matières premières. Le recours aux capitaux étrangers, l'épargne intérieure trop limitée et l'insuffisante diversification des cultures sont quelques dispositions qui ne permettront pas à la Côte d'Ivoire de résister à l'effondrement des cours du café puis du cacao à partir de 1978. Avec le recours à la dette pendant les années fastes, la couverture des investissements publics par les emprunts en 1980 atteignait les 90 % (Schneider, H., 1992).

---

<sup>3</sup> Balac R., « l'acheminement du système d'économie de plantation ivoirien vers un blocage structurel : analyse d'une crise » in Contamin B. et Harris Memel F. (1997), *Le modèle ivoirien en question*, Karthala-ORSTOM, p 312

<sup>4</sup> Les conflits entre autochtones de l'Ouest et migrants baoulé furent alors plus marquants (notamment à la fin des années 60 entre des baoulé et des bété de la région de Gagnoa, en 1985 entre Niaboua et Baoulé dans la région de Zoukougbeu, durant les élections de 1990 et 1995 entre migrants baoulé et autochtones bété, gouro et dida (cf Chauveau J-P. « Question foncière et construction nationale en Côte d'Ivoire » in *Politique africaine* n°78, 2000, p 94)

La dette extérieure se trouvait ainsi multipliée par 4 entre 1975 et 1979. En 1979, elle représente 43 % du PIB contre 26 % en 1975 (Cogneau, D. et S. Meslé-Somps, 1999). À cette lourde dette, s'ajoutent les déficits de la balance des paiements et du budget qui représentent respectivement 17,4% et 11,9% du PIB (Blundell, R., *et al.* 1994). La Côte d'Ivoire est obligée de se tourner vers les institutions de Bretton-Woods pour se soumettre à un premier Programme d'Ajustement Structurel (PAS), appliqué sur la période 1981-1983 et suivi de deux autres PAS en 1983 et 1986. Dans le même temps, entre 1980 et 1984, le PIB par tête chute de 26,2 % (Blundell, R., *et al.* 1994). Les mesures préconisées par le FMI et la Banque Mondiale se montrent inefficaces. En juin 1987, la Côte d'Ivoire se déclare insolvable face à sa dette trop élevée.

La crise économique manifeste aura des conséquences sur la vie sociale et politique des ivoiriens. Le climat de crise économique produit des ruptures et met au jour des revendications que l'embellie économique avait permis de contenir. La cause des ruptures peut être recherchée dans la réduction des marges de manœuvre du pouvoir politique, occasionnée par la perte progressive de la maîtrise des leviers de régulation économique et sociale (libéralisation exigée des filières café-cacao, privatisation des entreprises publiques etc.). La rupture aura pour effet la remise en cause des compromis fondateurs de l'État pour faire surgir des revendications autant catégorielles que régionales (Losch B., 2003). L'État n'était plus à mesure de préserver les privilèges accordés à certaines catégories professionnelles. La rupture est plus que jamais évidente, car aux dates du 14, 16, et 21 mai 1990, l'armée et la police vont respectivement, faire leur entrée sur la scène de la contestation. Elles fixaient ainsi les limites de la loyauté au régime et donnaient la preuve de la fragilité du pouvoir d'Houphouët-Boigny.

Le chef de l'État fut confronté à la révolte populaire des syndicats, lorsque son gouvernement impuissant devant la crise, sous l'injonction des PAS a décidé d'imposer la réduction des salaires en avril 1990. Les mouvements de contestation du front social animé par les embryons de futurs partis politiques d'opposition qui appelaient à naître sont d'une telle ampleur que le bureau politique du PDCI réuni le 30 avril 1990 renonçait au parti unique.

C'est le 30 mai 1990 que les pouvoirs publics autorisaient le multipartisme cependant inscrit dans la constitution de 1960.

L'ouverture démocratique intervenue dans le climat de crise économique décrit ci-dessus sonne la fin du compromis houphouétiste qui pendant longtemps avait réussi à maintenir la stabilité politique et sociale de la Côte d'Ivoire. Le jeu qui liait les diverses identités ethniques de Côte d'Ivoire connaîtra dès lors des changements qui en mettant en cause le fonctionnement de l'ancien pacte houphouétiste conduisent à une nouvelle configuration du jeu politique avec l'apparition de nouveaux acteurs et des stratégies plus portées par l'instrumentalisation des identités.

### *3. Lutte pour le pouvoir*

Henri Konan Bédié, d'ethnie Baoulé comme son prédécesseur va développer un discours ethno-nationaliste fabriquant une idéologie d'exclusion fondée sur l'ivoirité pour masquer le déclin économique du pays. Les récriminations contre son régime tournent alors autour d'une centralisation du pouvoir aux mains du groupe ethnique akan. Cependant, pour certains, il est plus juste d'affirmer que déjà sous sa gouvernance, Houphouët-Boigny dirigea la Côte-d'Ivoire sur la base d'une alliance entre Akan et Nordistes contre l'Ouest. Ce stratagème politique était sensé consacrer une alliance entre les Baoulés du groupe Akan d'une part et les populations du Nord pourvoyeuses de main-d'œuvre d'autre part, qui sont toutes parties à la conquête des forêts du sud<sup>5</sup>. Cette ingénierie politique de la gestion de la diversité sociale est arrivée à son essoufflement lorsque les Nordistes commencèrent à exprimer au début des années 90 leurs frustrations de plus en plus mal contenues. La fin explicite de l'alliance sacrée entre le PDCI et les groupes du nord est consacrée par la rédaction d'un document dit « Charte du nord » qui exprime toutes les inégalités dont les ressortissants du nord s'estiment victimes. Ainsi les ressortissants du Nord ne se sentaient pas récompensés à la juste valeur de leur soutien politique.

---

<sup>5</sup> Voir Jean-Pierre Dozon in "Le modèle ivoirien en question", op. cit., p. 792

Ils dénoncèrent le traitement injuste réservé à leurs régions dans le développement économique, la répartition des postes politiques, les tracasseries subies pour obtenir des cartes d'identité nationales ainsi que de nombreux autres faits jugés discriminatoires. En septembre 1994, quelques mois seulement après la mort d'Houphouët-Boigny, naîtra officiellement le Rassemblement des républicains (RDR). Ce parti s'implante essentiellement dans le Nord en mettant fin à la vieille alliance entre Houphouët-Boigny et les Nordistes. Le régime d'Henri Konan Bédié qui succéda à celui d'Houphouët fut d'ailleurs accusé exacerber les tensions interethniques au travers de la revendication "d'ivoirité".

En effet, sous la présidence de Bédié, l'idéologie de l'ivoirité a permis de développer dans l'espace politique un stratagème pour évincer ainsi son principal rival politique Alassane Ouattara l'ancien Premier Ministre d'Houphouët-Boigny. Celui-ci est soudainement présenté comme étranger de nationalité Burkinabé donc inapte à briguer la magistrature suprême en Côte d'Ivoire. L'ivoirité fut donc présentée essentiellement comme une idéologie fabriquée pour une raison politique. La lutte pour le pouvoir va conduire à des affrontements entre les partisans d'Alassane et de Bédié (entre ivoiriens) puis entre ivoiriens et Burkinabé notamment dans les zones forestières du sud-ouest. Il est peut-être hasardeux de poser la crise identitaire comme découlant directement de la crise économique. Cependant force est d'admettre que les difficultés économiques rencontrées par l'État sont la toile de fond de la crise politique.

En 1999, Alassane Ouattara est porté à la tête de son parti, le RDR, en vue des élections présidentielles de 2000. Il voit de nouveau son "ivoirité" contestée. Le conflit identitaire alors engendré se répercute dans tout le pays et contribue à l'augmentation de tensions entre "Ivoiriens, Ivoiriens de circonstance et Etrangers". Ces tensions monte d'un cran car Alassane est fortement soutenu par les manifestations de rue. Ce climat explosif finit par déboucher sur une crise politique majeure qui trouve son dénouement dans la prise de pouvoir par le général Robert Guéï en décembre 1999.



Après une courte accalmie, le climat politique se dégrade, le thème populaire de "l'ivoirité" est durci, remis au goût du jour par le général Guéi qui à son tour l'avait inscrit dans sa stratégie de conquête du pouvoir.

N'entendant plus se cantonner dans un rôle d'arbitre ou de régulateur du jeu politique le général Robert Guéi décide de se présenter à l'élection présidentielle. C'est alors que ces élections se déroulent dans un contexte miné par le concept de "l'ivoirité". Les élections présidentielles du 22 octobre 2000 se déroulent cependant dans le calme. Dès le 24 octobre, les premiers résultats font apparaître une très nette avance du candidat du FPI, M. Laurent Gbagbo. Robert Guéi tente alors un "coup de force électoral". Laurent Gbagbo met vite en échec ce coup de force en mobilisant ses partisans tandis que les chefs militaires lui font allégeance. Ces événements débouchent sur des affrontements entre partisans du RDR et du FPI. Le charnier de Yopougon est le summum atteint lors de cette période de tensions extrêmes qui s'est déroulée autour des élections d'octobre 2000. Laurent Gbagbo réussit à s'imposer comme Président élu, mais mal élu avec 63% d'abstention. Il doit faire face à une situation critique aussi bien aux niveaux économique, politique, social et qu'identitaire. C'est dans ce contexte difficile que son mandat débute.

#### **4. La rébellion armée**

La situation sociopolitique décrite plus haut est celle qui préexistait avant l'éclatement de la rébellion armée de septembre 2002. Cette période porte ainsi toutes les caractéristiques d'une transition qui a fortement nourri les contestations politiques et a débouché sur la crise actuelle. En réalité, il s'agit de trois rébellions qui éclatent dans des circonstances aussi différentes que les justifications qui sous-tendent leurs actions. A la date du 19 septembre, une mutinerie qui semble menée par d'anciens militaires menacés de radiation se transforme en une insurrection armée bien organisée. Le Mouvement patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI) est le premier mouvement rebelle qui se fait connaître avec à sa tête son secrétaire général Soro Guillaume un ancien leader de la FESCI. En l'espace d'une journée, les premiers succès militaires de la rébellion surprennent le pouvoir en place. Le MPCI échoue cependant dans sa tentative d'occupation de la ville d'Abidjan.

Le bilan de l'insurrection et de la réaction des forces militaires gouvernementales est difficile à établir. Le coup d'Etat se présente pourtant comme une demi-réussite...

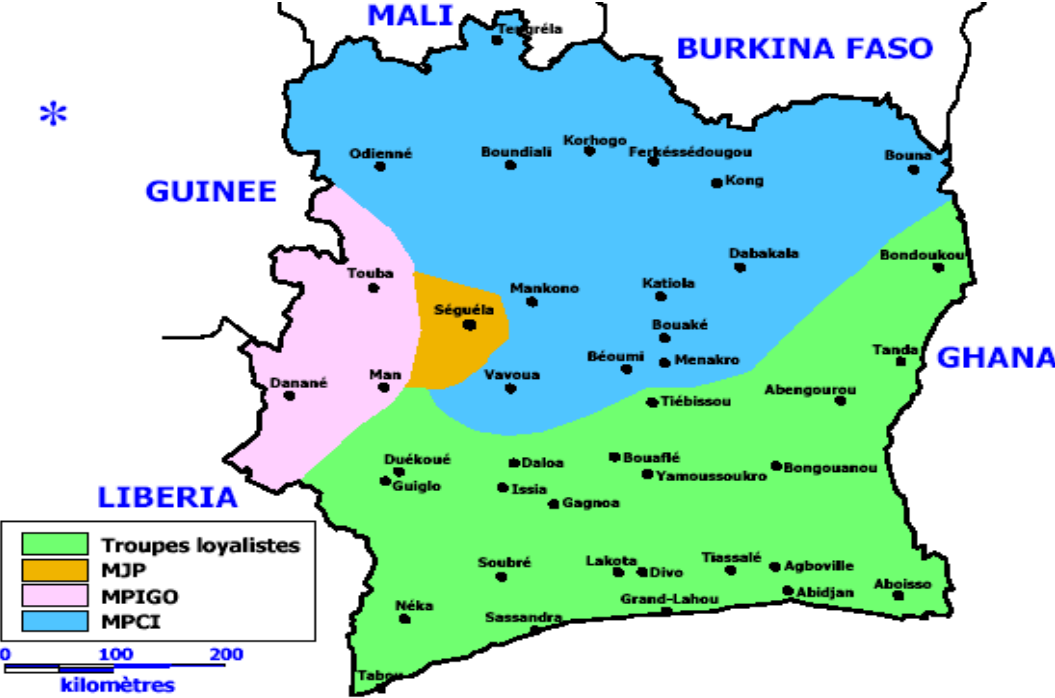
Nous avons rapidement pris Bouaké et Korhogo. Nous avons une parfaite connaissance du terrain. Le dispositif a très bien fonctionné. Il est devenu très difficile de nous déloger. Les populations ont eu très peur dans les premiers temps, mais ont vite compris nos motivations, qu'elles partageaient. Elles ont marqué leur solidarité avec nos troupes. (Soro G., 2005 :82)

En somme, le coup est déjoué, cependant le ministre de l'intérieur, Emile Boga Doudou, est assassiné, et le corps du général Gueï est retrouvé non loin de chez lui. Le mouvement rebelle se repliera à hauteur de Bouaké. La France refuse tout d'abord d'intervenir en activant le traité de défense mais finit par lancer une opération d'interposition d'environ six mille hommes dénommée opération Licorne déployée sur la ligne de front. Cette opération arrive cependant à stabiliser le pays qui reste coupé en deux. Les deux autres mouvements rebelles apparaissent dans l'ouest du pays à la suite du MPC. Ce sont le MJP (Mouvement pour la justice et la paix) et le MPIGO (Mouvement patriotique ivoirien du grand ouest). Ces mouvements vont se joindre au MPC en décembre 2003 pour former les Forces Nouvelle de Côte d'Ivoire. Cette coalition occupe aujourd'hui environ 62% du territoire national. La crise en Côte d'Ivoire se développe aussi au contact avec des Etats voisins en conflits (la Sierra Leone et le Liberia) qui sortent d'une longue période d'instabilité. Les groupes ethniques se combattant venant du Liberia soutiennent soit le camp des rebelles soit le camp des FANCI. Les implications ou influences extérieures sur les développements antérieurs du conflit ivoirien sont donc évidentes.

En résumé, on est donc au cœur d'un conflit de pouvoir. Les hommes de Guillaume Soro ne veulent pas d'un Etat divisé, ni de la politique d'ivoirité alors que de son côté le président Gbagbo veut garder le pouvoir. Or des élections démocratiques pourraient faire perdre Gbagbo et son parti le FPI face à une opposition bien regroupée.

Alors avec la crise ivoirienne, on touche à des questions qui ne sont pas simples. Question d'intégrité territoriale, question sur l'idée de nation, qui est citoyen ? Qui ne l'est pas ? Question sur la tolérance, question sur les intérêts de la France ; son influence en Afrique etc....

Carte 1 : Position géographique des forces en présence



Source : Akindès 2004

### III. Résultats préliminaires

#### Présentation de l'étude

##### 1. Contexte et état du problème

Le conflit armé éclaté en Côte d'Ivoire le 19 septembre 2002 a conduit à une partition du pays entre le nord et le sud. La dynamique conflictuelle engendrée s'est cependant stabilisée autour d'une ligne de front dont les contours semblent épouser celui des dynamiques identitaires qui animent le champ politique ivoirien depuis l'ouverture démocratique. Rappelons qu'avant la date du 19 septembre 2002, des épisodes de violence sur fond de contestations identitaires souvent portées par des partis politiques - à tort ou à raison marqués par les clivages ethnique et régionale - avaient déjà remis en cause la stabilité politique et sociale de la Côte d'Ivoire. Aussi, la crise militaro-politique actuelle a-t-elle été perçue comme une autre preuve de la fracture intercommunautaire. Cette crise permet en outre d'observer les manifestations de la confrontation des identités dans les recompositions sociales induites par les conjonctures politiques et économiques. Plus concrètement, dans son déroulement, l'on a pu observer de part et d'autre de la ligne de séparation entre nord et sud, une mobilisation effective des jeunes dans le champ politique se construisant autour de thèmes aux référents patriotiques. En effet, la rébellion armée du MPC (Mouvement patriotique de Côte d'Ivoire), en occupant la partie nord du pays, a au lendemain de ses actions militaires a bénéficié du soutien des populations « nordistes » et surtout de l'enrôlement volontaire de nombreux jeunes originaires de cette partie du pays. Il s'est également formé une constellation d'organisations de jeunes dans la zone sous contrôle gouvernementale désignée de manière générique sous le vocable « galaxie patriotique » pour s'opposer aux desseins de la rébellion.

Par ailleurs, la question identitaire semble une constante dans les analyses des causes du conflit ivoirien. Rappelons que déjà en décembre 2000, un numéro du journal *Le patriote* proche du RDR<sup>6</sup> de l'opposant Alassane Ouattara publiait à la Une une carte du pays coupé en deux : les treize départements du Nord y sont arrachés au Sud, la déchirure s'opérant à la hauteur de la ville de Bouaké au centre de la Côte d'Ivoire ; une séparation qui épouse l'actuelle ligne de front. La menace d'une sécession du Nord a dès lors été plusieurs fois brandie et avec le conflit actuel le spectre de la création de la « patrie des grands boubous<sup>7</sup> » (Tuquoi JP, 2002) se serait encore mieux précisé. C'est donc au vu de certains signes précurseurs que l'on peut dire que la rébellion ivoirienne n'est pas une génération spontanée. Les clivages autant économiques, sociaux que politiques entre le nord et le sud se reflétant dans l'érection de la ligne de front entre combattants loyalistes et rebelles se sont en effet matérialisés dans des zones géographiques culturellement significatives qui permettent la pratique d'une sociologie spontanée de la guerre autour des identités spatialisées (Akindès, 2004). Par ailleurs, les principales revendications du MPCJ se résument autour de questions qui achèvent de préciser le caractère identitaire du conflit ivoirien. Ce sont entre autres : le rejet systématique de l'*ivoirité*, la révision de la constitution, le rejet de l'actuelle politique d'identification de la population, la question de la nationalité, la réforme de l'armée et la question foncière. Les analyses du conflit ivoirien révèlent ainsi en toile de fond la question des sentiments d'inégalités horizontales (Stewart, 1998) qui imprégnaient bien avant la guerre les consciences collectives et le vécu des groupes culturels qui se sont conçus en tant que *insiders* et *outsiders*.

Comme on le constate, les jeunes se revendiquant autant patriotes au nord que patriotes au sud sont devenus des acteurs à part entière du conflit. On constate également que la mobilisation de ce groupe d'acteurs (au nord et au sud) s'est effectuée sur des registres certes différents mais avec une constance autour de l'idée de patrie.

---

<sup>6</sup> Rassemblement Des Républicains, parti politique fortement implanté dans la partie nord du pays. Ses partisans se recrutent en majorité dans les groupes mandé-malinké et voltaïque désignés sous le nom générique de « Dioula ».

<sup>7</sup> Allusion faite au mode vestimentaire des Dioula.

Cette notion qui revient chaque fois dans les discours des acteurs autorise une tentative de compréhension de l'intervention des jeunes dans le champ de la violence politique à partir des perceptions croisées de l'idée de patrie qui est un concept éminemment idéologique. Les jeunes se disent patriotes et disent manifester l'amour du pays. Ils dénie le patriotisme aux autres d'en face et enfin s'y réfèrent pour justifier leur engagement dans l'espace de la violence politique. De part et d'autre « on se bat pour le pays » au point de « brûler le pays ». En somme, l'idéologie patriotique, sous différentes conceptions se retrouve au fondement de la dynamique conflictuelle animée par les jeunes et offre des perspectives d'analyse et de compréhension de la mobilisation violente de ceux-ci dans le champ politique. La question centrale de cette étude est la suivante : quelles sont les représentations qui nourrissent la construction de la notion de patrie chez les jeunes engagés dans le champ politique ?

## 2. Objectifs

Cette étude devra permettre de comprendre les dynamiques de la catégorie d'acteur que sont les jeunes et leur intervention dans le conflit. L'objectif général est d'observer et décrire comment l'idéologie patriotique sous différentes conceptions se retrouve au fondement de la dynamique conflictuelle observée chez les jeunes. Les objectifs spécifiques que s'assigne l'étude sont les suivants :

- 1- Découvrir et caractériser les organisations de jeunesse mobilisées sur le nouvel échiquier politique (leadership, fonctionnement, ressources, stratégies de mobilisation, réseaux de liens politiques et sociaux, etc.).
- 2- Procéder à une analyse comparée des conceptions du patriotisme chez les jeunes à travers une analyse de la rhétorique de justification de l'engagement et du discours sur les référents culturels, historiques, juridiques de la notion de patrie.
- 3- Découvrir les relations entre les formes du patriotisme observées dans la dynamique conflictuelle marquée par l'intervention des jeunes et les recompositions du nouvel espace politique en Côte d'Ivoire.

### 3. Hypothèses

L'engagement des jeunes dans les mouvements sociaux violents contribuant au changement offre à la littérature plusieurs perspectives d'analyse. Les approches de ce phénomène varient selon que les centres d'intérêts portent soit sur les acteurs des violences, leurs objectifs, leur organisation, les ressources politiques et économiques dont ils disposent ou encore le contexte économique et institutionnel des violences. Rarement la littérature se penche sur les déterminants idéologiques de l'action des groupes. En faisant une telle option, cette étude s'inscrit dans le cadre d'une réflexion sur la mobilisation des jeunes, privilégiant à la fois le facteur identitaire et l'idéologie patriotique. Cependant, les articulations pratiques de l'analyse devront s'ouvrir sur les enjeux de la renégociation sociale de l'accès aux ressources de l'Etat. Aussi, ces analyses ne s'enfermeront-elles pas dans une perspective unilinéaire en occultant les données de l'environnement sociodémographique et économique du conflit permettant de tenir compte des questions telles que l'accès à la rente étatique, les perspectives d'enrichissement individuel, le chômage et la pauvreté des jeunes, l'accès à l'exploitation de matières premières etc. Ainsi, l'engagement du jeune vu comme une chance d'accéder à un mieux-être pourrait rencontrer un écho favorable dans le discours autour de motivations politiques et de revendications identitaires aux référents patriotiques développées par les groupes belligérants. Par ailleurs, notons que tous les jeunes ivoiriens n'ont pas fait le choix de l'engagement violent, il existe donc une population témoin de jeunes qui permet de relativiser les analyses sur les déterminants de l'engagement politique quelle que soit la perspective théorique choisie.

#### **Première partie : l'intervention des jeunes dans le champ politique**

En Côte d'Ivoire, l'intervention de la jeunesse dans l'espace politique remonte à bien avant le temps du parti unique<sup>8</sup>.

---

<sup>8</sup> Voir Koné Amadou (2003) dans sa description des tensions intergénérationnelles qui ont abouti à la mise en place tardive de la JRDACI (section ivoirienne de l'organisation des jeunes du RDA) en 1959. Selon Koné A. le président Félix Houphouët-Boigny aurait manœuvré pour empêcher le bon fonctionnement de cette structure qu'il dirigeait.

Sous la gouvernance de Félix Houphouët-Boigny, le souci de canaliser et surtout de contrôler cette catégorie d'acteurs a conduit à la mise en place du MEECI (mouvement des élèves et étudiants de Côte d'Ivoire). Un mouvement de jeunes considéré comme une section militante du parti-Etat qui s'est installé après le rejet de deux autres syndicats d'étudiants nettement hostiles à la gouvernance du chef de l'Etat. Ainsi, le MEECI intégrait une sorte de mécanisme de promotion et d'accompagnement des jeunes générations à l'exercice du pouvoir politique dans le cadre du monopartisme. La période du parti unique est donc caractérisée par un contrôle de l'engagement et des trajectoires politiques des jeunes et le MEECI en était l'instrument. Lorsqu'en 1990 survient l'ouverture du champ politique au multipartisme, le milieu étudiantin et scolaire devient le lieu des revendications sociales les mieux structurées et les plus radicales. Un autre syndicat naît à cette époque, la FESCI (fédération étudiantine et scolaire de Côte d'Ivoire) ; proche des nouveaux partis d'opposition et notamment du FPI de Laurent Gbagbo. Elle devient par la suite sous l'action de ses jeunes leaders plus qu'un simple syndicat, une force mobilisée dans la compétition politique. L'Ecole se présentait alors comme un espace propice de recrutement des nouveaux membres par les nouveaux partis. La bataille de récupération de l'école engagée par l'ancien parti unique et la répression qu'il oppose aux différentes revendications de ce nouveau syndicat parachevaient le processus de politisation du milieu universitaire et scolaire. Parallèlement à la nouvelle dynamique de changements politiques et sociaux qui s'opéraient sur fond de crise économique, une nouvelle génération de jeunes acteurs était né et se positionnait. Leurs trajectoires politiques et sociales ne suivent pas les voies classiques et peuvent être qualifiées d'atypiques. En effet, les anciens leaders de la FESCI ainsi que des organisations de jeunes des partis politiques sont aujourd'hui aux premiers plans de l'engagement politique des jeunes que ce soit dans la zone gouvernementale ou dans les parties tenues par la rébellion des Forces Nouvelles. Ces jeunes constituent une cohorte qui émerge dans l'espace politique par la porte d'entrée qu'est la lutte syndicale et par la suite leur prise de position dans la belligérance nourrit la crise actuelle. Dans un premier temps, nous faisons une approche des organisations qu'animent ces nouveaux acteurs afin de décrire l'environnement recomposé par la dynamique de l'engagement des jeunes dans le champ politique actuel.



## 1. la galaxie patriotique

Le terme « galaxie patriotique » s'est formé et est apparu dans la littérature journalistique au cours de la crise actuelle à partir de 2002. Ce terme est précédé sous les plumes de la presse ivoirienne par celui de « jeunes patriotiques » qui apparaît en 2001 après la création du COJEP de Charles Blé Goudé. Les termes « galaxie patriotique » et « jeunes patriotes » seront d'usage pour désigner les groupes ou organisations de jeunes s'invitant dans les événements politiques et s'illustrant très souvent par des actions violentes de masse. Cependant, si cette terminologie marquée du sceau patriotique semble désigner indifféremment des groupes de jeunes désormais connus sur l'échiquier politique, en réalité, elle désigne un ensemble d'organisations avec des logiques d'action variées et souvent contradictoires. Les « jeunes patriotes » de la « galaxie patriotique » entretiennent une image contrastée selon les qualificatifs que leur attribuent les journaux locaux. Ils sont présentés par ceux proches de l'opposition comme des opportunistes, des jeunes désœuvrés instrumentalisés par le parti au pouvoir tandis que leurs leaders seraient des « patriotes alimentaires ». Cette expression est consacrée pour dire que leur engagement n'est nourri que par la quête de biens matériels et la recherche de privilèges sociaux. Les journaux progouvernementaux quant à eux les encensent en les présentant comme des « résistants », des fiers défenseurs des institutions de la République. Concrètement, la « galaxie patriotique » est composée d'un ensemble d'organisations distinctes engagées dans le champ politique prenant le parti des gouvernants actuels notamment ceux du FPI. Les principales organisations de la galaxie patriotique parmi les plus dynamiques sont la Coalition Nationale des Résistants de Côte d'Ivoire (CONARECI) de Damana Pickas, l'Alliance des Jeunes pour le Sursaut National (AJSN) du « général » Charles Blé Goudé l'Union Pour La Libération Totale de la Côte d'Ivoire (UPLTCI) du « Maréchal » Eugène Djué.

Les deux premières cités sont d'anciens leaders de la FESCI tandis que le troisième fut responsable de la JPDCI (jeunesse du PDCI). Il faut remarque par ailleurs que des organisations telles que la JFPI et la FESCI sont très souvent associées à la « galaxie patriotique ».

Les formations satellites gravitant autour de ce noyau peuvent être classées - même si la distinction est difficile concernant ces types de mouvement - en organisations civiles ou en organisations paramilitaires semblables aux milices. Il faut faire remarquer que certaines peuvent se ranger dans les deux registres en fonction de leur choix stratégique.

En somme les jeunes de la « galaxie patriotique » ne forment pas nécessairement un groupe homogène. Ils se retrouvent organisés autour de certains leaders charismatiques, bons tribuns et harangueurs de foule aux stratégies de mobilisation et de positionnement dans les jeux politiques somme toute différentes. Nous essayons ici de caractériser les formations de la « galaxie patriotique » citées plus haut. Elles comptent parmi celles qui se sont le plus illustrées pendant la crise.

### CONARECI

La Coalition Nationale des Résistants de Côte d'Ivoire a été créée en 2005 sous l'initiative de Damana Pickas. Elle est une coalition animée par des jeunes proches du FPI et appartenant déjà à d'autres organisations patriotiques à caractères civile et/ou paramilitaire. Les principaux leaders affiliés à cette organisation de « jeunes patriotes » sont entre autres N'guessan Ferdinand dit Wachard Kédjébo, leader du CNLB (organisation civilo-militaire); Touré Zéguen, alors chef de file du GPP (groupement paramilitaire) ; Serge Koffi Bi alias STT, secrétaire Général de la FESCI (mouvement civile étudiant) ; Fofana Youssouf Gbassou, responsable de la *Voix du Nord* (mouvement civile)...selon Damana Pickas, le leader de la coalition, cette organisation est légalement constituée.

Les objectifs de la CONARECI se résume selon son leader de la manière suivante : « Capitaliser au profit du Président Gbagbo, toute la sympathie qu'il a générée tout le long de la crise, faire en sorte que le Président Gbagbo soit réélu pour le réhabiliter, faire en sorte que la Côte d'Ivoire soit, demeure et résiste. »

*« Les Ivoiriens ont résisté mais n'ont pu atteindre la réunification. Chacun évoluait en singleton. Pour cette réunification il fallait se mettre ensemble pour être beaucoup plus fort ».*<sup>9</sup>

---

<sup>9</sup> Propos recueillis par Koné Gnangadjomon, octobre 2006

La CONARECI est financée par les cotisations et dons, mais son chef reconnaît que l'essentiel des ressources proviennent des responsables du FPI au pouvoir.

*« Nos donateurs c'est le Front Populaire Ivoirien hein ! Quand je dis FPI c'est tous ces réseaux de cadres, de parlementaires et Ministres »<sup>10</sup>*

La CONARECI s'est illustrée au cours de plusieurs manifestations, notamment de protestation face aux résolutions et décisions de la communauté internationale concernant la crise ivoirienne. Son mode d'action est essentiellement l'engagement d'action de masse ; meetings, tournées de sensibilisation et parfois des sit-in conduisant souvent à des troubles de l'ordre public.

*« Lorsque la communauté internationale a entamé le processus de démantèlement des institutions ivoiriennes en janvier 2006, c'est la CONARECI qui a pris les devants et lance la résistance. Devant Sebocco, à Guiglo, la RTI, le 43<sup>ème</sup> BIMA et à Daloa. C'est la CONARECI qui a investi, envahi et occupé la RTI pendant tout le temps qu'a duré cette crise » (Pickas, leader de la conareci)<sup>11</sup>*

Comme indiqué plus haut, la CONARECI regroupe en son sein des organisations sous l'influence d'autres leaders. Nous ne citerons que l'exemple du CNLB et de l'AP-Wê. Le Comité National de Libération de Bouaké, précédemment *jeunesse consciente du Grand Centre* « JCGC » est un mouvement paramilitaire né au début de l'année 2003. Son fondateur est N'guessan Ferdinand dit Wachard. À l'origine, le JCGC avait pour but de mobiliser les Baoulé, populations du Centre. Aujourd'hui, le CNLB s'assigne un objectif militaire; selon son chef, celui de *libérer le Centre du pays*. Pour y arriver, le mouvement recrute des combattants<sup>12</sup>.

L'Alliance des Patriotes Wê est l'une des premières organisations d'autodéfense de l'Ouest de la Côte d'Ivoire. Selon Guéï Fabienne, sa présidente fondatrice le mouvement qu'elle dirige est l'aboutissement des comités de crise créés par les Présidents de Conseil généraux au lendemain de l'éclatement de la crise.

---

<sup>10</sup> Idem

<sup>11</sup> Ibidem

<sup>12</sup> Le CNLB revendique plusieurs actions majeures comme étant sa contribution au « *combat pour la libération de la Côte d'Ivoire et contre l'impérialisme français* ». Le mouvement aurait beaucoup combattu aux côtés des forces régulières.

Toujours selon la fondatrice le premier objectif de la création de l'APWÉ était de « *défendre l'ethnie Wê contre le peuple Dan décidé à engager une guerre contre eux pour venger Robert Gueï* ». Par la suite, son organisation défendrait la Côte d'Ivoire la France perçue comme alliée et complice de la rébellion. Cette organisation recruterait ces combattants parmi les jeunes déplacés de guerre d'origine Wê avec l'appui des responsables politiques locaux du parti au pouvoir ainsi que des FANCI.

## **UPLTCI**

L'Union des Patriotes pour la Libération Totale de la Côte d'Ivoire (UPLTCI) est la plus récente organisation créée par M. Eugène Djué alias le Maréchal. L'UPLTCI possède une branche paramilitaire dénommée les « Nouvelles Forces » ou encore FNLTCI (Front National de Libération Totale de la Côte d'Ivoire). Cette branche militaire revendique selon son fondateur, environ 100 000 combattants. Pour le chef de file de l'UPLTCI, l'objectif général de son mouvement est la libération de la Côte d'Ivoire. Cette libération va au-delà de la libération du pays en Guerre. *C'est moins la libération militaire et économique qu'un affranchissement de la Côte d'Ivoire par rapport à la France et par rapport à l'impérialisme.* Pour le patron de l'UPLTCI, le remède contre l'émergence de tels conflits réside dans le développement. L'UPLTCI devra donc aider au développement par la voie de l'explication, la sensibilisation et la formation pour la compréhension de la démocratie. Le « maréchal » Djué à l'inverse des leaders des autres organisations citées plus haut, reste discret sur les sources du financement de son mouvement. Il estime que la mobilisation de la jeunesse s'explique simplement par son amour pour la Côte d'Ivoire.

### **- Logiques d'acteurs et dynamique interne à la galaxie patriotique**

Les jeux d'acteurs qui contribuent au dynamisme de l'engagement patriotique sont tout aussi variés qu'il y a d'organisations. Ces logiques couvrent aussi bien les questions de leadership politique que des stratégies individuelles de positionnement politique et la quête de reconnaissance sociale. Le leadership en tant que capacité de mobilisation et d'influence sur les autres est donc une réalité plus que palpable et observable dans le « milieu patriotique ».

Nous pouvons prendre à témoin de nombreux événements politiques mettant au jour les divergences au sein de la « galaxie » et rendant compte de la quête d'influence dans le champ patriotique.

Cette partie qui ne présente que quelques organisations permet tout de même d'entrevoir que les leaders des « jeunes patriotes » constituent une catégorie de jeunes qui ont incarné la contestation universitaire des années 90. Le dénominateur commun dans les trajectoires sociales de ces leaders de la galaxie patriotique est d'avoir été des militants actifs au sein de syndicats estudiantins. Aujourd'hui, ils capitalisent pour la plupart d'entre eux, déjà de longues années de militantisme syndical et politique alors qu'ils continuent d'être considérés comme des cadets sociaux. La FESCI constitue de loin l'organisation sociale au sein de laquelle leur socialisation secondaire s'est opérée.

Dans bien des cas, le riche parcours syndical de certain d'entre eux contraste avec leur profil professionnel en raison peut-être des effets conjugués de la crise socio-économique que traverse la Côte d'Ivoire depuis les années 90. L'analyse montre que le phénomène « jeunes patriotes » est le reflet d'une conscience de génération ; c'est-à-dire une génération instruite et formée aspirant à la gestion du pouvoir. Cette génération se pose par opposition à la vieille classe politique dirigeante. En définitive, les « jeunes patriotes » constituent cette conglomération de jeunes revendiquant leur prise en compte dans l'affectation des ressources de l'Etat. La troisième partie de l'étude fait l'approche du phénomène « jeune » en questionnant au-delà du discours patriotique la renégociation de l'accès aux ressources de l'Etat. Nous faisons donc l'hypothèse que cette négociation de l'entrée dans la vie active donne lieu à des stratégies de positionnement diverses contribuant à alimenter le phénomène de l'engagement patriotique.

## **2. les organisations de jeunes dans le champ politique au Nord**

Les jeunes ont été également mobilisés dans les zones tombées sous le contrôle de Forces Nouvelles. Tout d'abord leur mobilisation a été militaire afin de constituer un vivier de jeunes combattants qui ont immédiatement intégrés les forces armées des mouvements rebelles du MPC, MPIGO et MJP.

Une autre vague de jeunes, n'ayant pas fait le choix de la prise des armes s'est aussi mobilisée dans l'espace civil et politique. Ce groupe de jeunes se présente comme un soutien civil aux insurgés d'alors et intègre l'administration mise en place par les autorités de fait dans les régions du nord, du centre et de l'ouest sous leur contrôle. On rencontre dans ce groupe de nombreux élèves et étudiants dont d'anciens transfuges de la FESCI.

L'insurrection armée menée par le MPCl après avoir bénéficié de l'effet de surprise dans stratégie militaire devait dans un second temps rechercher l'adhésion des populations des zones qu'il occupait. L'aile politique de la rébellion mettra a contribution des jeunes afin de susciter l'adhésion et la sympathie de population dans le but de s'assurer un soutien populaire. Cette action de secrétariat du MPCl sera menée par des jeunes déjà présents dans l'espace politique et notamment issus des sections des base du RDR. On peut affirmer c'est la rébellion dans certaines zones s'est appuyer sur les base du RDR. Cette stratégie fut la plus facile à mettre en place en raison des similitudes entre les justifications du mouvement rebelle et les revendications de ce parti politique.

« Quand des gens viennent vous dire : on lutte pour vous, pour vos papiers, mais...tout le monde sait que le problème crucial dans notre pays, c'était les problèmes de papier ! Quand ils disent que : « nous sommes venus nous battre pour vous, parce que nous savons que jour et nuit, c'est vous qu'on vexe. On vous traite d'étranger...mais c'était le quotidien, j'allais dire que ça n'a pas changé, que c'est le quotidien des ivoiriens...En forgeant le discours autour de tel exemple, c'est automatiquement que cela à fédéré des énergies... » (M. Ouattara, président de la coordination des organisations de la société civile)

C'est à la suite de véritables campagnes que des comités de soutien dans différents domaines animés par les jeunes sont apparus. Nous avons pu identifier dans l'espace politique et administrative des Forces nouvelles de Côte d'Ivoire trois organisations de jeunes collaborant explicitement avec la rébellion. Ce sont : la JFN (jeunesse des forces nouvelles), le Sénat, et l'association des jeunes enseignants volontaires.

## **La Jeunesse Forces Nouvelles (JFN)**

C'est une structure émanant du secrétariat général des FN qui regroupe les jeunes autour des idéaux des FN, « qui sont entre autre la revendication de la fondation d'une armée véritablement républicaine...et l'expression démocratique aboutissant à des élections, propres, libres, justes et sans exclusion ». Elle se défend cependant de prôner une lutte identitaire.

Si cette lutte est juste, si vraiment il y a un véritable problème identitaire et que et...je vous le dis l'engagement, il dénué de tout intérêt pécuniaire (...) Vraiment il fallait des gens pour se mettre au devant des choses parce que c'est une lutte qui est noble parce que ...un pays qui...qui...qui exclu une partie des concitoyens ne peut pas évoluer, ne pas se développer à mon sens.

Non...parce que au-delà de tout...parce que dans les forces nouvelles toutes les communautés sont représentées. Nous ne participons pas à une lutte tribale...c'est que vraiment, tout ivoirien qui se sentirait exclu peut participer...

## **Un mouvement soutenu par le secrétariat général de Forces Nouvelles.**

Il s'agissait précédemment de la JMPCI (Jeunesse du Mouvement patriotique de Côte d'Ivoire) et à la suite des accords de Linas Marcoussis, lorsqu'il y a eu fédération de toutes les forces rebelles et que les forces nouvelles ont été créées, cette organisation s'est automatiquement muée en JFN (au cours de l'année 2003).

Le président est M. Koné Adama un jeune opérateur économique de la région de Korhogo. Il a très tôt adhéré au combat des forces nouvelles et soutient financièrement et matériellement l'organisation de la JFN. Notons que cette structure a été créée avec la bénédiction du premier leader des forces nouvelles M. Soro Guillaume, même s'il n'en a pas suscité la naissance.

« ...ça été une proposition qui a été, il fallait, il fallait trouver un cadre d'expression purement politique pour occuper l'échiquier politique parce que au-delà des armes après les accords de Linas Marcoussis ...on tendait vers...heu un combat purement politique ; c'est-à-dire que les armes avaient montré leurs limites. ... »

### **Une structure d'appui aux FN pour occuper la sphère politique**

Je dirai que c'est une structure qui politique parce que la prise des armes est un acte essentiellement fort politique pour amener un changement du jeu démocratique. Mais ce n'est pas une jeunesse de parti politique puisque les forces nouvelles ne sont pas un parti politique.

### **Faire contrepoids à la jeunesse de l'autre côté ?**

Oui, on peut le dire. C'est un peu ça. Oui on peut dire que ça fait parti des éléments qui ont sous-tendu la création de ce mouvement-là. C'est important de pouvoir transmettre le message des jeunes gens de toute la Côte d'Ivoire. Souvent, on est tenté de croire que cette jeunesse des FN là est seulement confinée dans les zones FN, mais c'est tout le pays qui y adhère.

Le but premier d'un parti politique est d'accéder au pouvoir. Comme vous le savez nous ne sommes pas candidat à la présidentielle et donc de facto, nous ne sommes pas un parti politique. En somme, il fallait trouver un cadre d'expression à cette jeunesse là pour dire haut et fort nous voulons l'identification générale des populations, une armée véritablement républicaine au service de tous, un véritable jeu démocratique aboutissant à des élections propre sans exclusion.

La JFN est un organe officiel émanant des forces nouvelles. Elle dispose de textes et statuts régissant son fonctionnement. Une structuration légale est prévue dans le cadre du nouvel environnement politique qui se dessine en Côte d'Ivoire. La JFN prétend être présente sur toute l'étendu du territoire avec des sections dormant dans la zone sous contrôle gouvernementale et des sections qui fonctionnent dans la zone FN.



## Objectifs de la JFN

### Lutter contre l'exclusion

Disons que c'est tout un système hein ! Nous sommes dans une situation trouble, un pouvoir politique en place...pour des visées purement électoralistes décide d'exclure toute une franche de la population, parce que cette franche de la population est suspectée...appartenir...enfin ...est suspectée soutenir un adversaire politique. Voilà ...voilà la raison fondamentale. Alors du coup on leur dénie tout droit d'appartenance à ce pays. et donc je pense qu'il faut se pencher sur ce problème...vous avez parlé de sentiment d'exclusion ...à mon niveau, j'ai tout mes papiers...j'ai eu la chance d'aller à l'école et souvent de lutter pour mes droit particulier. Mais le problème va au-delà de moi ma personne. C'est peut-être mon côté idéaliste qui surgit mais moi je ne vais pas tranquillement me coucher chez moi, aller au travail, etc. alors qu'à côté de moi, il y a des personnes qui n'ont pas droit à ce à quoi moi j'ai droit alors qu'ils devaient y avoir accès normalement. Alors, je me sens interpellé...hé par l'envie d'aider mon prochain quoi ?

### Les objectifs du combat patriotique ne sont pas totalement atteints

Je dirai que c'est du 50/50. Honnêtement, c'est du 50 pour cent, je m'explique pourquoi...parce que...nous ne sommes pas encore l'aube ou même à la veille d'élections justes et transparentes...et avant même ça c'est, parce que c'est très important pour la stabilité de ce pays, mais c'est l'aboutissement de tout un processus. Le plus important, c'est l'octroi de papiers à nos parents ; la reconnaissance de la citoyenneté à une franche de la population ivoirienne. Bien voilà...et nous n'en sommes pas encore là. Le jour où on aura une identification générale propre sans exclusion, je pense que ce jour-là je pourrai dire bingo ! Quoi ! Voilà que mon engagement...que ma lutte a servi à quelque chose.

### **Idéaux et fondement idéologique de l'engagement aux côtés de FN**

Il faut savoir que quand on parle d'idéologie, on va beaucoup plus vers la notion de parti politique...nous, nous adhérons aux idéaux et aux raisons fondamentales qui ont justifié la prise des armes ; nous les partageons entièrement. Nous n'avons de grandes ressources, nous fonctionnons à partir des ressources du président et de celles octroyées sporadiquement par nos autorités des forces nouvelles. C'est-à-dire que si on veut faire une comparaison avec les ressources dont disposent les organisations de l'autre côté, de la galaxie patriotique,...disons que ça serait ...heu ...la comparaison entre une super holding et ...je dirais un business center quoi ! C'est pour dire qu'on ne peut pas faire de comparaison à ce niveau.

### **Une jeunesse disposée à faire l'option de la prise des armes si nécessaire**

Je vous dirai qu'à chaque conjoncture sa réaction...si nous épousons les idéaux des Forces Nouvelles, c'est que nous assumons la prise des armes par nos camarades et frères militaires des FN...donc nous sommes potentiellement tous des éléments armés si nous sommes confrontés à une adversité telle qu'il faille nous défendre...qu'il faille défendre nos droits et nos vies par une réaction proportionnée, violente et armée, nous sommes prêts et y souscrivons entièrement. Nous n'avons aucun complexe, nous sommes liés sciemment et nous l'assumons. Vous ne pouvez pas vous imaginer... Moi par exemple je suis un humaniste, un pacifiste ça peut paraître comme un paradoxe, mais c'est pas un paradoxe je suis animé d'un humanisme, pacifique qui m'amène à me battre pour l'humain, pour mes frères, pour ma communauté, pour mes concitoyens, pour mon pays...où de sorte que dans cette bataille là, je ne m'effraie pas des moyens à utiliser ; du moment où ces moyens peuvent me permettre de restaurer une véritable démocratie dans le pays, un véritable environnement de vie sociale apaisée et juste pour tous les ivoiriens...

Vous me comprenez ? Et donc si jamais nous sommes confrontés à ...à un système qui nous brime, qui nous marche dessus, qui nous violente, mais nous sommes obligés de protéger nos vies, nos familles, nos concitoyens et protéger nos idéaux, nous sommes obligés de réagir proportionnellement. Nous l'assumons pleinement.

### **Le sens de l'engagement patriotique et le recours légitime aux armes**

Notre engagement est éminemment patriotique. Je ne veux pas rentrer dans le jeu de la comparaison des patriotismes...je crois qu'il y a un seul patriotisme. On prend un dictionnaire je crois qu'il n'y a qu'une seule définition du mot patriotisme. C'est aimer son pays aimer sa patrie. Maintenant, sur quoi...si vous voulez quel est le ...le...l'échelle ou l'unité de mesure du patriotisme ? Mais moi je dirais jusqu'où un homme est prêt à aller...à se sacrifier pour ...heu pour prouver son appartenance, pour prouver son amour à son pays ? Celui qui est prêt à risquer sa vie...parce que ne prends pas les armes qui veut. On ne peut pas se lever comme ça un matin pour risquer sa vie et se présenter devant un Etat pour faire tonner le canon... je pense que ...bizarrement, les gens ne le conçoivent pas comme ça...c'est pour ça qu'il faut donner une explication. Mais, c'est un acte éminemment patriotique parce que...heu...moi je citerai la révolution française qui s'est faite dans le sang mais qui a été à l'origine de...de ...de cette charte libératrice qui...qui inonde le monde aujourd'hui, qui a influencé la démocratie mondiale aujourd'hui. Avec la guerre de sécession au Etats-Unis...je pense qu'il arrive des fois dans l'histoire d'une nation que ...cette nation ait besoin de patriote volontaire pour heu... se sacrifier, se sacrifier pour amener leur pays à aller de l'avant, à évoluer. Parce que lorsque tout est bloqué, au lieu de rester dans un système qui nous avilit, qui nous dénie nos droits, il est bon lorsqu'on a tout essayé - et j'insiste là-dessus - lorsqu'on a tout essayé, heu... de prendre ses responsabilités et d'y aller.

## **Les objectifs du combat patriotique dans sa perception idéale**

C'est d'amener les lots des gouvernants en Côte d'Ivoire, amener les gouvernants ivoiriens...c'est-à-dire, c'est tellement profond que...j'ai du mal à le dire de façon ...heu...J'ai pas envie de le dire de façon lapidaire. Je veux que ce qui sort de ma bouche là sur ce point précis et qui représente le socle de mon engagement ...que ce soit le plus profond, le plus juste possible, parce que ...enfin ...C'est amener les gouvernants à avoir heu...le vrai amour de leur pays, vous savez la vraie conscience de leur pays, à appliquer, à appliquer véritablement la bonne gouvernance ; qu'on puisse arrêter la politique d'exclusion dans ce pays ; qu'on puisse tous se regarder en frères, se considérer comme il faut.

Moi je pense que l'une des satisfactions parmi tant d'autres qu'on pourrait retirer de cette crise armée là, ce sera que les ivoiriens apprendront à mieux se respecter, à prendre en compte les préoccupations des uns et des autres. C'est très important. Dans ce pays, je pense que quand le politique et le bas peuple - entre guillemets - est instrumentalisé, et ont du mépris pour une partie de leurs concitoyens, une partie de la société ivoirienne, il faudrait que tout cela cesse. Il faudrait que les gens se disent ha ! On a eu la guerre, c'est-à-dire on a eu le péril le plus grave, il faudrait qu'à partir d'aujourd'hui on puisse se dire plus jamais ça. Surtout pour qu'il n'y ait plus jamais ça, il faut des vraies élections, des élections acceptées par tous.

Pour ça, je suis d'accord avec Gbagbo, les crises en Afrique sont issues des élections mal organisées dont les résultats sont toujours contestables. Il faut que les actes, je...je dirai de dictature cessent, d'exclusion cessent, ...c'est ça ma vision de l'objectif du combat patriotique.

## **LE SENAT**

Le SENAT est une organisation mise en place par des jeunes vivants dans les zones occupées par les FN. Cette structure a été créée en 2004. Il joue sous des aspects les mêmes rôles que les espaces de discussion nommés « parlement et agoras » se trouvant dans la zone gouvernementale.

Le SENAT n'est pas une structure liée aux FN. Bien qu'indépendante, il partage les idées défendues par la rébellion sans toutefois partager toutes leurs opinions.

Nous ne sommes pas une structure FN. Le SENAT n'est pas une structure des FN mais c'est une structure qui se trouve dans la zone de FN. Nous sentons à 90 ou 85% dans les revendications des FN ce qui fait que souvent les gens ne font pas la différence entre les FN et nous. Et les causes qu'ils défendent sont aussi que les causes que nous défendons un peu, mais très souvent nous n'avons pas les mêmes manières de voir.

Cette structure de la société civile joue sur plusieurs registres a des stratégies variées. Son président M. Béma Fofana présente le contexte de la création du SENAT et son champ d'action : « Le sénat en un mot est une tribune de libre expression. C'est également un lieu d'échange. Le sénat est en quelque sorte un pont que nous avons voulu bien créer entre la population et les autorités qui gèrent actuellement les zones sous contrôle des forces nouvelles. Parce que à un certain moment nous avons estimé qu'il était difficile pour la population d'approcher soit les militaires, soit les responsables politiques pour poser concrètement leur problème. Donc nous on a essayé de créer cet espace là pour permettre à toute la population de venir en tout cas de poser leur problème...sincèrement ça se passe bien...nous on reçoit tout le monde là-bas, tout le monde vient s'exprimer et quand finalement les problèmes sont posés...et je voudrais remercier les FN pour ça...tous les problèmes qui ont été posés à notre niveau ont trouvé des solutions. Et ça, je pense que c'est ce qui fait que la population adhère à tout ce que nous faisons et se sent vraiment concernée par nos actions. »

Le SENAT intervient sur des sujets variés. Il s'intéresse aux questions politiques, la sensibilisation au cours de campagnes sanitaires ou même l'humanitaire etc. Parce que ...je peux citer quelques cas pêle-mêle, il y a des gens qui avaient leurs maisons occupées par les éléments des FN et ils ne savaient pas comment rentrer en possession de leurs maisons.

Ils sont venus nous poser le problème, nous avons approché les autorités et très, très rapidement des solutions ont été trouvées. Par exemple à un moment la guerre battait son plein, la SODECI et CIE nous ont demandé de payer les factures et toute suite avec quelque réunion avec la population qui ne savait pas où partir, on a décidé que vraiment ce n'était pas la population qui avait envoyé la guerre que ce n'était pas de leur fait et qu'il n'était pas question pour eux de payer un quelconque préjudice. Voilà et nous nous sommes levés et ça créé un tollé que ce soit au niveau de FN ou à notre niveau...mais finalement, on a su s'imposer, et toutes les populations de la zone étaient vraiment...pour une fois soudées pour dire que nous étions leur porte-parole. Et Dieu merci, on a pu trouver d'autres solutions et aujourd'hui, ça se passe normalement. Et à un certain moment, il y avait l'eau qui manquait à Bouaké et la SODECI avait fermé ses portes pour se replier sur Abidjan...Avec l'aide de certaines personnes que nous avons jointes...nous avons même pu nous adresser à certaines autorités en France...

### **L'association Des Enseignants Volontaires**

Pendant la crise militaro-politique, de nombreux fonctionnaires parmi lesquels les enseignants sont partis des zones occupées par la rébellion. L'absence d'enseignants a entraîné une année blanche pour les élèves et étudiants restés dans la zone assiégée. Pour réagir face à cette situation des comités de jeunes bénévoles se sont constitués pour suppléer au manque d'enseignants. Cette dynamique portée par des élèves et étudiants du nord du pays a permis de faire fonctionner même difficilement le système éducatif pendant les autres années de la crise. Une coordination des organisations de ces jeunes enseignants volontaires est aujourd'hui mise sur pied et est dirigée par M. Konaté Zié. Cette organisation compterait plus de 6000 jeunes et revendique leur intégration à la fonction publique. Des examens organisés dans les ex-zones rebelles ont été validés et du coût permet de reconnaître les qualités de ces jeunes volontaires. Aujourd'hui le mouvement est associé aux actions politiques des jeunes de la partie sous contrôle de la rébellion.

Nous n'avons pas encore eu d'entretien avec les responsables de ce mouvement en raison de leur implication active dans les campagnes actuelles en faveur de la réconciliation nationale. Ce mouvement présente un intérêt certain pour les objectifs de l'étude car il justifie leur action bénévole au départ par un certain patriotisme : « pour dire non au génocide intellectuel des enfants du nord ».

## **Deuxième partie : les conceptions de l'idée de patrie et du patriotisme**

Dans le déroulement de la crise, avec l'apparition d'une ligne de séparation entre le nord et le sud, certaines analyses du conflit ivoirien ont laissé penser qu'il s'agissait d'une opposition entre ces deux parties, d'un affrontement interethnique ou encore d'une guerre interreligieuse. En effet, force est de reconnaître qu'après la disparition de Félix Houphouët-Boigny, les stratégies des prétendants au pouvoir ont précipité les confrontations identitaires - fictives ou réelles - entre ivoiriens sur la base de leurs appartenances ethnique, régionale, politique et même religieuse. Certes, l'histoire récente du pays fournissait déjà à l'interprétation des causes du conflit des perspectives qui privilégient les inégalités sociales, le pillage des ressources ou dénoncent la mal gouvernance mais il restait évident que les questions identitaires avaient fait leur immixtion dans le jeu politique depuis le temps du parti unique. Par conséquent, au-delà de ces nombreuses perspectives possibles d'analyse des causes du conflit, nous nous intéressons au discours sur l'identité nationale et son affirmation par les belligérants. Les expressions du patriotisme sont en effet devenues plus saillantes depuis la crise qui a éclaté en septembre 2002. Il est donc susceptible que les dynamiques identitaires portées par l'histoire, l'économie, l'espace et les regroupements ethnopolitiques se soient fondues dans le « patriotisme affirmé » des jeunes. Dans cette partie de l'étude, nous explorons dans un premier temps les définitions de la patrie et du patriotisme et procéderons à une comparaison des différentes conceptions.

### **1. Les définitions de la patrie et du patriotisme**

Les définitions de la patrie par les jeunes mobilisent des registres variés. Les représentations de la patrie convergent quand il s'agit de décrire sa réalité physique.

La délimitation physique de la patrie correspond bien aux données géographiques officielles de la Côte d'Ivoire. Ainsi, pour tous nos répondants, la patrie est d'abord pour eux une réalité physique, une portion de terre avec des dimensions qu'ils rappellent assez souvent. « Pour nous-là, notre patrie c'est la Côte d'Ivoire. C'est cette portion de terre là dont les frontières ont été tracées depuis 1893, dans laquelle se trouvent les peuples du nord, les peuples de l'ouest, les peuples de l'est, les peuples du sud et les peuples du centre qui, pour nous, forment cette nation là. »

La patrie dans cette approche physique du territoire de Côte d'Ivoire est naturellement associée aux identités des peuples qui y vivent. Les jeunes du nord rappellent plus ou moins systématiquement la composition du peuplement du territoire et les liens d'appartenance à cet espace. Ces définitions ne sont pas loin de rappeler les débats sur la nation et l'identité nationale que nous traitons plus loin. « Je laisse les définitions littéraires et philosophiques...moi je pense que la patrie, c'est quoi ? il y a plusieurs éléments qui concourent à construire cette notion...heu...il y a l'élément physique qui est cette portion de territoire là, qui est la Côte d'Ivoire là qui fait autour de 322000 km<sup>2</sup>. Ce territoire dans lequel on vit et sur lequel on est né et auquel on appartient ...et auquel on se sent lié. »

Presque systématiquement, les jeunes prolongent leur définition de la patrie avec les notions de lien d'appartenance en insistant sur la variété des communautés nationales. En somme, la patrie pour eux est une dans sa réalité physique et plurielle dans sa composition humaine. On se sent lié par ...la ...la borne culturelle, par la culture que nous partageons ; le trait culturel commun qu'on a. il y a tous les éléments qui nous amènent à aimer notre pays, tous les éléments qui font qu'on se reconnaît dans notre pays, ...il y a heu...partant du drapeau national à nos musiques, à nos cultures alimentaires, à notre histoire voilà.



La patrie c'est tout un ensemble de choses...c'est le territoire, c'est la nation, c'est les communautés y vivants...c'est vraiment, je sais pas...c'est tous ça... (Fadiga, responsable JFN)

La patrie...d'abord, c'est ...le pays que nous devons libérer (...) Vous voyez...donc pour moi, la patrie c'est un pays sans xénophobie, un pays sans distinction de race, d'ethnie, un pays sans injustice. C'est un pays de paix comme le président Houphouët nous l'a appris. (Tiémoko, jeune combattant FN)

Comme on le remarque, la patrie se rapproche naturellement de l'identité nationale. C'est alors que les leaders de jeunes du nord posent les préoccupations de justice sociale. Ils insistent sur le problème du dénie d'identité qui frappe selon eux les ressortissants du nord de la Côte d'Ivoire. L'on remarque qu'il est difficile pour ces jeunes de démêler une définition de cette notion de patrie de la diversité sociale qui devrait la composer. «Et ...c'est l'ensemble de ce territoire là qui est aujourd'hui notre patrie et pour nous- là, toute les personnes ou toutes populations de toutes les régions doivent avoir les droits et les mêmes valeurs sur cette portion de terre. (...) C'est naturel qu'un ivoirien soit considéré comme tel et un étranger comme un étranger mais avec ces droits et ces devoirs.»

Il semble que si de part et autre, les jeunes s'accordent sur ce qu'est la réalité physique de la patrie, ils le lient plus souvent à des référents dont l'analyse pourrait éclairer sur le rôle de la nationalité dans la crise ivoirienne. Cependant, on retient que pour les uns, réclamant plus de justice et pour les autres niant le discours accusateur de l'exclusion, la Côte d'Ivoire reste une réalité physique non divisible. Même au plus fort de la crise, les jeunes enrôlés dans la rébellion ne pouvaient concevoir l'idée d'une sécession de la partie nord du pays.

Non ! Puisque la Côte d'Ivoire, on n'est pas venu trouver ça comme ça divisée en deux. La Côte d'Ivoire est un pays important de l'Afrique de l'ouest.

Si un pays doit se diviser ce n'est pas la Côte d'Ivoire. (Lacina, jeune combattant FN)

Non, sincèrement, ce n'est pas mieux. Heu ! La Côte d'Ivoire même quand on voit le territoire de la Côte d'Ivoire...on dit 322.000...kilomètres...c'est combien ? Bon ! si on partage ce pays là en deux chacun va avoir combien ? Donc ce que je vois actuellement, nous mêmes on voit clair dedans. Si on dit maintenant de mettre frontière entre nous, ça n'arrange pas. Je ne souhaite pas que ce pays soit divisé. (Metola, jeune combattant FN)

## 2. La qualité de patriote : qui est patriote ?

Le patriotisme comme sentiment et expression de l'attachement d'une personne à sa patrie est bien connu de tous les jeunes que nous avons rencontrés. Selon les leaders de la galaxie patriotique, il faut tout d'abord arracher ce terme « jeune patriote » de son contexte caricatural. M. Djué Eugène commence par faire les précisions suivantes :

C'est effectivement qu'il a été banalisé, il a été caricaturé un peu. Mais il faut dire que ...faut dire « jeune patriotes » parce que nous ne sommes plus tous jeunes. Moi je ne suis pas jeune. Donc il faut dire patriote. Mais écouter, le patriote c'est le patriote. Il n'y a pas un patriote en Côte d'Ivoire et puis un patriote en France et puis un patriote aux Etats-Unis. Un patriote c'est celui qu'on a vu le 11 septembre, dans les événements de eleven september. C'est-à-dire le pompier qui sachant que cette Tour est en train de s'écrouler, saute dedans et va chercher ses concitoyens. C'est le citoyen Américain qui sait qu'on va conduire un avion sur le Pentagone et décide de se battre avec ce gars là en étant en haut avec les gens armés. Un patriote en France, c'est celui qui a hôôô ! vu les Allemands envahir ce pays et qui était là et qui savait que les allemands ont envahi le pays et qu'on pouvait le tuer et qui décide n'est-ce pas de se battre, quitte à mourir dans la dignité. Mais c'est la même chose pour le patriote ivoirien. La guerre est arrivée, c'est des patriotes jeunes, hommes, femmes Hèèèè ! De toutes religions, de toutes régions qui se lèvent et qui estiment que cette guerre là, elle est injuste.

Elle est injuste parce que ceux qui ont attaqué ce pays, ils peuvent avoir des raisons ; ça peut être des frustrations, ça peut être n'importe quoi, mais ils n'ont pas raison de prendre des armes pour prendre le peuple en otage. Quitte à régler avec ceux qu'il faut régler. Les patriotes c'est ceux qui se dressent donc en connaissance de tous les risques possibles - avec vraiment, je dirai détermination et qui s'opposent donc depuis quatre ans pour que la main de l'opportuniste ne soit pas donc...pour que hèèè ! Comment on appelle, la main de l'envahisseur n'ait pas raison de la justice. Voilà le patriote.

Le patriote est selon Konaté Navigué président de JFPI plutôt un résistant. Sa conception du patriotisme se résume dans les propos suivants : « Oh ! ôh ! Mais je pense que...je crois que c'est par rapport à cette expression même qu'il y a une association qui est née. C'est les « patriotes du troisième âge ». Une histoire de vous répondre pour dire que le patriotisme n'a pas d'âge. On est patriote ou on ne l'est pas. Mais on ne peut pas être « jeune patriote » « vieux patriote ». Personnellement, j'aurais préféré le terme de « résistant », j'aurais préféré le terme de « résistant » plus que le terme de « patriote » parce que à l'évidence, rien ne se fait de nouveau. »

A travers les définitions ci-dessus du patriotisme transparaît l'idée du sacrifice, du courage et de la résistance face à une agression d'origine extérieure. Le point de vue d'Eugène Djué sur le patriotisme résume toute la logique affirmée par les jeunes de la « galaxie patriotique ». En effet, c'est un patriotisme qui se pose en s'opposant aux autres jeunes qui ont rejoint la rébellion. Elle nie par la même occasion les moyens de revendication et les justifications de ceux-ci.

La définition du patriotisme et du patriote telle que décliné par M.Fadiga un leader de la JFN sans différer de la définition ci-dessus peut lui être opposée sur bien des points. Notre engagement est éminemment patriotique. Je ne veux pas rentrer dans les jeux de la comparaison des patriotismes...je crois qu'il y a un seul patriotisme. On prend un dictionnaire je crois qu'il n'y qu'une seule définition du mot patriotisme. C'est aimer son pays aimer sa patrie. Maintenant, sur quoi...si vous voulez quel est le ...le...l'échelle ou l'unité de mesure du patriotisme ? Mais

moi je dirais jusqu'où un homme est prêt à aller...à se sacrifier pour ...heu pour prouver son appartenance, pour prouver son amour à son pays ? Celui qui est prêt à risquer sa vie...parce que ne prends pas les armes qui veut. On ne peut pas se lever comme ça un matin pour risquer sa vie et se présenter devant un Etat pour faire tonner le canon... je pense que ...bizarrement, les gens ne le conçoivent pas comme ça...c'est pour ça qu'il faut donner une explication. Mais, c'est un acte éminemment patriotique parce que...heu...moi je citerai la révolution française qui s'est faite dans le sang mais qui à été à l'origine de...de ...de cette charte libératrice qui...qui inonde le monde aujourd'hui, qui a influencé la démocratie mondiale aujourd'hui. Avec la guerre de sécession au Etats-Unis...je pense qu'il arrive des fois dans l'histoire d'une nation que ...cette nation ait besoin de patriotes volontaires pour heu... se sacrifier, se sacrifier pour amener leur pays à aller de l'avant, à évoluer. Parce que lorsque tout est bloqué, au lieu de rester dans un système qui nous avilit, qui nous dénie nos droits, il est bon lorsqu'on a tout essayé - et j'insiste la dessus - lorsqu'on a tout essayer, heu... de prendre ses responsabilités et d'y aller. (Fadiga, responsable JFN).

Il transparaît que l'affirmation de l'amour de la patrie passe par le consentement au sacrifice ultime qui est le don de sa vie. Le recours aux armes est admis comme un moyen d'exprimer son patriotisme par les jeunes. Pour certains cette expression du patriotisme est au fondement de leur engagement. Les propos suivants d'un jeune combattant des FN pourraient être un exemple illustrant cette ultime expression du patriotisme justifiant l'engagement violent : (...) Non, mais ...la suite c'est pour que le pays soit libre. Si...nous les jeunes aujourd'hui là, nous on n'a pas risqué nos vies là...comment on veut que le pays soit libre ? ...Je ne suis jamais allé à l'école...

ceux qui sont partis à l'école, ils nous disent...y a des pays qui ont été indépendants dans cette situation, beaucoup...au moins, il y a des pays qui sont passés par là avant d'être libre, avant d'être évolués.

(...) Bon ! C'est un sacrifice pour la population ivoirienne parce que si y a eu changement aujourd'hui, c'est nous qui nous sommes sacrifiés. Vous voyez parmi nous, du côté de Gbagbo, de gauche à droite, y a plein qui sont mort, il y a des blessés, des handicapés et tout ça...c'est pour le sacrifice du pays.

(...) Puisqu'on s'est sacrifié, on a perdu beaucoup de temps...c'est une perte pour nous. La population doit aussi sacrifier quelque chose pour ces jeunes qui se sont sacrifiés pour leur liberté. (L., 32 ans jeune combattant FN)

### **3. Les logiques justifiant l'engagement patriotique**

Les logiques aux fondements de l'engagement patriotique observé au nord et au sud sont nombreuses. Cependant, une idée reste constante dans les discours sur le patriotisme aussi bien chez les jeunes du nord que chez les jeunes de la galaxie patriotique ; c'est celui de la défense de la patrie. Alors les questions suivantes nous permettent d'explorer le patriotisme des jeunes ainsi que les conceptions dont elle se nourrit. Ce sont : pourquoi défendre la patrie ? Contre qui défendre la patrie ? Avec quels moyens défendre la patrie ?

#### **Pourquoi Défendre la patrie ?**

Pour les jeunes du nord, l'on pourrait parler d'un « patriotisme défensif ». En effet, cette jeunesse tient le langage de l'exclusion et l'engagement patriotique se présente comme un levier de bouclier pour faire face à une injustice. La patrie qu'ils conçoivent dans une perspective intégrative et égalitaire mérite d'être défendu dès lors qu'une de ses composantes est rejetée ; en l'occurrence les communautés du Nord.

Les revendications de justice autour de l'identité nationale offrent ainsi les justifications à une défense de la patrie telle que perçue par ces jeunes : « Mais quand il y a des gens qui pense qu'il y a des sous peuples et qu'ils se définissent comme...ils pensent qu'ils sont plus ivoirien. Ils ont cherché à classifié les ivoiriens, ils ont assimilé d'autres ivoiriens à des étrangers...et c'était dit sur toutes les antennes ici et à ce moment là ça été mal posé. Ils n'ont pas clairement défini ce que eux ils appelaient ivoirité. ...Les gens se cachent derrière les mots. Il faut qu'on évite de se cacher derrière les mots. (...) au fond, c'est pour des intérêts personnels, c'est pour cela. ...et nos intérêts pour nous étaient en danger, par exemple pour quelqu'un qui étaient en train de dire que moi je ne suis pas ivoirien par exemple, ...Moi je me suis senti frustré et il fallait que je me défende. » (M. Béma Fofana, président du SENAT)

Le dénie d'identité est mis en avant dans les justifications d'un engagement pour la défense de la patrie. Leurs réactions confirment qu'il existe bel et bien une composante identitaire à la crise ivoirienne. Les discours suivants sur la nécessité de défendre la patrie qui souvent se confond à la communauté selon les prises de positions, met à nu la polarisation opposant Ivoiriens du Sud et du Nord. Le concept d'ivoirité est le premier motif des levers de bouclier selon les jeunes du nord. « Oui, pourquoi est-ce qu'on doit défendre la patrie ? Parce que la patrie c'est le bien commun qu'on a, c'est ce qu'on ne peut nous enlever, c'est ce qu'on ne doit nous enlever. C'est ce qu'on n'a pas choisi, avant la naissance je veux dire...parce qu'il y a les cas où les gens change de nationalité...heu...bon ça arrive ! De façon générale c'est ce qu'on n'a pas choisi. ...mais dans tous les cas on aime naturellement sa patrie. Lorsqu'on vit quelque part, lorsqu'on aime quelque chose, naturellement on défend cette chose. Lorsqu'on a le corps lié à quelque chose, lorsqu'on est dépendant même...parce que c'est ça ...tu es dépendant de ta patrie, c'est ton espace vital, c'est heu...l'environnement dans lequel tu te sens à l'aise, qui te permet de vivre, de respirer, de te développer, de t'épanouir, ...si cet environnement n'est plus, tu n'es plus, tu ne t'épanouis plus, tu es mort, tu n'existe plus, voilà.

C'est au-delà de tout ça même...Pour rappeler le combat des forces nouvelles, je dirai que si on te dénie ta liberté, lorsqu'on te dit toi, on doute de ton originalité, on se dit est-ce que tu ne viendrais pas d'ailleurs, du Mali ...ou bien est-ce que toi tu es vraiment ivoirien ou machin...C'est-à-dire, déjà on t'empêche de vivre dans ta patrie, on...on te rend apatride. Et du coût, tu es obligé de défendre ta patrie par ton appartenance à cette patrie là. Quand on veut te nier ce lien, cette appartenance, tout ce qui est susceptible de te nier ce lien doit être combattu. Ce qui fait que dans cette patrie, prospèrent des idées qui sont de nature à jeter l'opprobre sur cette patrie. Des idées de nature à empoisonner, je dirais à vicier la vie dans cette patrie, comme si on inculquait un virus dans un corps. Donc au final, ce corps ne survivra pas, il succombera. Donc lorsque ce virus est inculqué à ta patrie, et que ça peut entraîner la perte de ta patrie, tu es obligé de te lever pour combattre ce virus. Et si - je suis désolé de le dire - bon il faut le dire hein ! - mais il y a crise identitaire ; c'est-à-dire ce concept d'ivoirité. D'autres ont parlé d'interprétation,...que ça été mal perçu, mais dans tous les cas lorsque quelque chose est sujet à interprétation, et peut entraîner autres choses il vaut mieux arrêter de l'utiliser, de le vulgariser...

Donc depuis que ce venin ivoiritaire là a été inculqué il fallait se lever pour expulser ce venin du corps de ma patrie pour ne pas que cette patrie meurt. Voilà ce qui sous-tend l'idée de défense de la patrie. » (M. Fadiga responsable JFN)

On retiendra de cette justification que le patriotisme est ici mobilisé pour la défense d'une identité particulière. Les arguments des jeunes du nord sont refoulés par ceux de la galaxie qui ont un autre regard sur le patriotisme... « Ce sont des arguments fallacieux. Eh ! Je pense... qui ne tiennent même pas. Parce que c'est des fuites en avant. Dire, dire que la Constitution consacre l'apartheid, et ceci cela... Mais prendre des armes pour défendre sa patrie ? Parce qu'on aime sa patrie on prend des armes pour la balafre ? Moi je n'ai jamais vu... Hein ! y a trop d'incongruités dans les actes que les gens posent. Je pense qu'ils ont fait fausse route. » (Watchard, leader du CNLB)

## Secourir la patrie en danger

C'est plutôt l'idée de résistance qui transparait dans les justifications de la défense de la patrie chez les « jeunes patriotes ». La résistance qu'il fallait opposer à l'agression s'est faite de manière volontaire par ces « jeunes patriotes ». Par exemple, situant le sens de son engagement politique, Wachard Kédjébo affirme: «...C'est la mentalité que nous nous sommes forgée. Véritablement hein ! Parce que personne ne nous a demandé de venir à la galaxie patriotique. C'est seulement notre conscience d'être ivoirien. C'est parce que notre patrie est en train d'être déchiquetée. C'est ça qui a fait que nous avons bombé les poitrines. Ce qui nous fait marcher, ce qui nous donne la force, c'est notre conviction ».

Pour Djué Eugène, le danger qui menace la patrie ivoirienne est bien identifié. Les justifications de la rébellion et des jeunes d'en face se comprend comme une instrumentalisation.

La cause de la crise ivoirienne, elle est simple hein ! C'est une... n'est ce pas, c'est une guerre économique que la France livre à la Côte d'Ivoire. Sinon, si on veut être classique,...moi je veux sortir du classique : « causes endogènes, causes exogènes, il y a à l'intérieur des frustrations et puis bon ! À L'extérieur les gens viennent appuyer » c'est faux ! Est-ce qu'en France il n'y a pas de frustrés ? En France il y a des frustrations. Aux Etats-Unis y a des frustrations, en Angleterre il y a des frustrés qui sont là. Est-ce que eux ils prennent les armes contre leurs pays ? Ils ne le font pas... parce que la France n'osera pas attaquer les USA aujourd'hui, parce l'Angleterre n'osera pas attaquer la France aujourd'hui. Ces frustrés là sont là mais cherchent à régler leurs problèmes autrement. Ceux qui justifient ces guerres en Afrique, parce que ce n'est pas en Côte d'Ivoire seulement et ce n'est pas aujourd'hui seulement. Depuis les années 1960 les guerres existent, les coups d'Etat existent. Et en Côte d'Ivoire il y a une crise parce qu'y a eu un coup d'Etat qui a échoué le 19 septembre 2002. Ceux qui, - n'est ce pas - donc ont voulu tenter ce coup d'Etat, c'est la France. La France a pu obtenir la possibilité de maintenir certaines personnes sur une partie du territoire. Moi je ne suis pas d'avis du tout d'avis avec les gens qui pensent que les raisons de cette crise c'est des frustrations.



En somme, la défense de la patrie attaquée fonde bien la logique des actions du mouvement dirigé par M. Eugène Djué. La participation au mouvement patriotique est selon Konaté Navigué un chemin de résistance. Les rapprochements historiques entre la Côte d'Ivoire et la France lui servent à légitimer l'action des jeunes accourus dans la rue pour résister. « Si nous prenons les repères de l'histoire, on peut constater que nous menons aujourd'hui la résistance textuellement comme les Français l'ont menée quand l'Allemagne a annexé Paris et De Gaulle était obligé de lancer l'appel à la résistance. Vous comprenez ? Donc, c'est l'histoire qui se répète. L'Allemagne annexe la France, De Gaulle quitte la France pour se réfugier à Londres. Il lance un message à la BBC et les Français descendent dans la rue pour organiser la résistance et pour se battre jusqu'à ce que la France soit libérée. La Côte d'Ivoire est attaquée, Laurent Gbagbo est en Italie, il quitte là-bas, il arrive ici et lance un message à la résistance et tout le peuple ivoirien est dans la rue et organise la résistance. Tout comme il y a eu des patriotes et des résistants en France, il y a des patriotes et des résistants ici en Côte d'Ivoire. La France a connu, et ça encore c'est un extrait du livre que je suis en train d'écrire, la France a connu le général Pétain. La Côte d'Ivoire a connu le général Doué. C'est-à-dire des collabos, c'est-à-dire des traîtres de la République. Donc il y a si tu veux, une répétition de l'histoire. Donc, je disais que la France a connu le général Pétain, nous on a connu le général Doué ; La France a connu ses résistants ; nous ici on a connu des résistants ; la France a connu De Gaulle, ici nous on a connu Gbagbo. En France De Gaulle a triomphé ; ici Gbagbo triomphera. »

Si l'idée de la défense de la patrie semble partager par les jeunes des deux bords, ils identifient aussi ceux contre qui elle doit être défendue. Le recours aux moyens extrêmes pour la défense de la patrie comme l'engagement pour la lutte armée paraît légitimé par les jeunes.

### **Avec quels moyens défendre la patrie ?**

Si jamais votre enfant est malade...très malade et ...vous aller à l'hôpital. D'abord ; vous allez dans hôpital A et le praticien en place là bas n'arrive pas à le soigner, vous allez dans un hôpital B et ainsi de suite, mais dans un même système de soin,

...et vous n'arrivez pas à le soigner vous changerez de fusil d'épaule et vous explorez d'autres voies, d'autres systèmes de soin... Pour dire que dans le cas de ma patrie qui est la Côte d'Ivoire, tous les moyens doivent être utilisés pour expulser ou extraire le venin... vous me direz peut-être que ces moyens sont de nature à mettre en péril la vie même de cette patrie. Je dirai que non ; que si nous essayons de combattre un mal on peut utiliser le moyen le plus ultime, le plus extrême (...) tout moyen extrême est bon à appliquer mais dans tous les cas les risques sont calculés.

Une réflexion plus approfondie sur les fondements du patriotisme des jeunes selon nous permettrait de ressortir différentes perceptions de la crise actuelle. La défense des institutions républicaines ou la dénonciation de l'exclusion cache souvent difficilement d'autres enjeux. On découvre par exemple que la sympathie ou l'admiration des jeunes pour les leaders politiques pourrait expliquer leur adhésion au mouvement. Il est possible aussi que la trajectoire sociale des jeunes et les circonstances de leur entrée en politique éclairent mieux sur le sens de leur engagement politique. Le discours des jeunes sur le patriotisme pourrait être éclairé différemment à la lumière des données socioéconomiques sur la situation de la jeunesse en Côte d'Ivoire. Ces différentes perspectives d'analyse seront explorées dans la dernière partie de l'étude.

### **Troisième partie : la renégociation de l'accès aux ressources ; enjeux de l'engagement patriotique des jeunes ?**

L'engagement des jeunes dans l'arène politique obéit aussi à des enjeux de positionnement politique et d'accès à un bien-être social et matériel. Ces aspects du militantisme patriotique ne sont pas immédiatement visibles. Nous produisons ici des éléments qui pourront servir dans l'analyse des perspectives de renégociation de l'accès aux ressources de l'Etat. Dans un premier temps, nous produisons une réflexion sur les stratégies de positionnement et de captation des ressources couvertes par le discours patriotique des jeunes de la « galaxie patriotique ».

## 1. L'idée d'une récompense...

Nos aînés, qui gouvernent avec qui nous travaillons sont censés nous encadrer pas dans la bouche seulement ! Wachard regrette cependant que : « *Beaucoup de moyens sortent dans la crise et qu'ils soient malheureusement mal orientés. Mais pour avoir compris que « le combat qu'on mène là c'est pas pour quelqu'un, c'est aussi pour notre demain on fait »*, Wachard continue la lutte. Il ne désespère point, il croit en l'avenir *parce que le Président Laurent Gbagbo est un homme très bon. Il pense qu'un jour Dieu va inspirer ces aînés là et puis bon ! bèèèh ! Ils pourront réorienter ou faire plus attention à ceux qui, comme lui, sont venus quand même apporter un peu d'eau au moulin »*

Wachard affiche sa détermination à poursuivre le combat non sans se plaindre quelques fois et toujours attirer l'attention des aînés qui dit-il, *sont censés nous encadrer pas dans la bouche seulement car en réalité l'homme ne se nourrit pas seulement que de conviction*

Sur la nécessité de mettre un minimum de moyens à leur disposition. Nous prenant à témoins quant aux difficultés des lesquelles il travaille, Wachard, après quelques secondes de communication avec l'un de ses quatre gardes de corps lui ayant fait état d'une panne mécanique sur le véhicule de type 4X4 qui le transporte, nous indique : « *Tu vois tout à l'heure quand on est venu dans la voiture, vous voyez les jeunes m'appellent ils disent que y a un câble qui ne va pas. Je vais prendre un taxi tout à l'heure pour partir. C'est tout ça le combat qu'on mène. C'est ça la réalité. Mais on fait comment. Mais on ne désespère pas. On a choisi et on attend la suite »*

## 2. Logiques d'ascension politique...pour service rendu

Les responsables du « Tout puissant Congrès » d'Abobo, estiment que les animateurs des espaces de libre expression devraient avoir des rencontres formelles avec les autorités politiques. Toute chose qui devra faciliter leur reconnaissance après la guerre.

Précisant le sens de l'expression « rencontres formelles » le vice président du Congrès d'Abobo indique : « *Lui, il est secrétaire du parlement et il est instituteur. Demain on devrait lui dire : « Tu es conseiller d'éducation pour service rendu à la nation », « tel est inspecteur pour service rendu à la nation ». Moi Gaoussou ça me fait 22 ans de service en tant qu'instituteur. Demain je me retrouve professeur de CAFOP ou bien on me donne un poste »*

« Quand je parle de rencontres formelles c'est-à-dire que pour moi, on travaille un peu dans l'informel. Et les gens pensent que c'est après la guerre qu'on va reconnaître tous ces gens là. Mais quand la guerre va finir on aura d'autres préoccupations. On n'aura même plus besoin de parler de ça. Mais maintenant là, il faut recenser tous les jeunes qui animent, tous nos gars qui animent les espaces. Ils ne valent même pas 200. Même si c'est 200. Il faut les recenser. On les recense. Lui il est secrétaire du parlement (il pointe du doigt son collègue), il est instituteur. Dans sa condition de vie, on lui dit : « Oui ! Bon ! Tu es conseiller d'éducation pour service rendu à la nation ». Tel est inspecteur pour service rendu à la nation ».

Ça va faire que les gens vont prendre conscience et ils vont dire : ha ! Quand tu luttas, tu as un résultat. Et tu vas voir que ça va diminuer ceux qui attaquent la nation. Tout le monde va vouloir lutter pour la nation dans son parti. Nous on fait des rencontres partout pour ça. On a rencontré Blé Goudé, on a rencontré Djué Eugène, on a rencontré Pickas. Et, on est à cheval... On est sur le FPI ; Il faut que le FPI fasse ça forcément (il hausse le ton). Et le FPI va... doit faire ça forcer. Parce que sa survie dépend de ça. Parce que nous on est dans le peuple. Moi Gaoussou ça fait que 22 ans de service en tant qu'instituteur. Demain je me retrouve professeur de CAFOP ou bien on me donne un poste » (Gaoussou vice Président du Congrès d'Abobo, nos entretiens, octobre 2006).

A cette stratégie d'ascension politique, se greffe la quête d'une reconnaissance sociale.

### 3. Stratégie de reconnaissance sociale et logiques économiques

« Tous les postes qu'on va donner là ça ne suffit pas, il faut que nous soyons retenus dans l'histoire de notre pays » *Nous avons* ajoute le vice Président du Congrès d'Abobo, *demandé à ce qu'on construise notre tribune. Mais on est dessus. Il faut que ces places deviennent des places de la résistance. Nous on ne peut rien dire demain. Tous les postes qu'on va donner là ça ne suffit pas. Nos enfants vont s'arrêter un jour : « mon papa était ici. Il était dans le bureau du congrès. C'est eux qui ont fait le Congrès. Ils viennent fouiller les archives. On est en train de faire l'histoire de notre pays. Ils viennent fouiller les archives du congrès (il fait signe de la main de fouiller un registre). Mon papa était ici (il pointe du doigt un espace précis du registre qu'il donnait l'impression de fouiller). Ça fait leur fierté.* « Nos parents nous menacent : « Vous exposez votre vie mais on ne vous donne rien ». « Y a des gens qui nous disent : « Oui ! Si c'était au PDCI, vous auriez tous des voitures »

Eu égard aux *nombreux risques qu'ils encourent*<sup>13</sup>, les dirigeants du « Tout puissant Congrès » d'Abobo sont, disent-ils, l'objet de conspiration et de menaces de la part de leurs parents : « vous exposez votre vie mais on ne vous donne rien ». Tels sont, entre autres, les propos que l'on tient, disent-ils, à leur endroit. Le « Tout puissant Congrès » d'abobo a ceci de particulier qu'il a fonctionné au départ à partir des cotisations de ses dirigeants composés essentiellement de travailleurs salariés. Mais la démultiplication des charges a contraint les dirigeants à définir une politique économique à deux volets :

#### Politique...mais économique

Le premier volet de cette politique économique concerne l'autofinancement. Cette politique est caricaturée par le Secrétaire général de cet espace comme suit : « *C'est l'intelligence que nous avons sur le terrain qui fait qu'on a des ressources* ».

---

<sup>13</sup>La commune d'Abobo qui abrite le « Tout puissant Congrès » est majoritairement composée de militants du RDR, parti d'opposition. Cette présence de structure proche du parti au pouvoir dans le « fief » du RDR engendre bien souvent des affrontements dont nous avons pu mesurer des conséquences lors de notre passage dans cet espace.

Il s'agit, en effet, du prélèvement journalier de la somme de 25 Fcfa sur chacun des visiteurs assis sur les 192 bancs pouvant contenir chacun 4 personnes. En outre, une taxe de 25 à 50 FCFA est prélevée sur les promoteurs d'activités économiques (vendeuses de galettes, vendeurs de CD, de médicaments, de jus, de coupures de journaux) ravitaillant *cet espace qui n'a pas son deuxième à Abidjan*. Car, les jours de fortes affluences - samedi et dimanche - l'espace accueille 10 à 15 mille visiteurs. Par ailleurs, en vue d' « aider les frères Ivoiriens promoteurs de projets » (des fondateurs d'établissements scolaires, des créateurs de microprojets), qui sollicitent cet espace pour faire de la publicité, un droit unique de 10 000 FCFA est demandé

Le second volet consiste à solliciter l'aide de leaders extérieurs tel que le patron la CONARECI après que le « *député FPI d'Abobo, parrain naturel qui a beaucoup encouragé cette initiative et qui a financé 100% des premiers fonds du lancement* » (propos du Secrétaire général) ait beaucoup contribué.

En guise de conclusion à cette question relative à la source de financement de leurs activités, le Président et le Secrétaire général du « Tout puissant Congrès » d'Abobo, ajoutent: « Vraiment on n'est pas beaucoup aidé » (M. Gaoussou, vice président, nos entretiens, octobre 2006). « On n'est même pas aidé même. Mais la sono qui est là, tu as fait au moins 5 jours, ça tombe en panne. On est passé partout on n'a pas eu d'aides. Notre inquiétude aujourd'hui est que les gens pensent que nous sommes devant et que nous avons les contacts avec les gens. Mais aujourd'hui tout est un peu fermé. C'est un peu... C'est difficile. On n'est même pas aidé. On n'est même pas aidé même. C'est l'intelligence que nous avons sur le terrain qui fait qu'on a des ressources. Cet espace là, il n'y a pas son deuxième. Normalement c'est nous qui devrions bénéficier. Donc on était obligé à un moment donné de former des comités pour aller voir des gens (...) Y a des gens qui nous disent : « Oui ! Si c'était au PDCl, vous auriez tous des voitures » (Le Secrétaire général du « tout puissant Congrès » d'Abobo, nos entretiens octobre 2006).

Les responsables du « Tout puissant Congrès » d'Abobo n'excluent cependant pas l'hypothèse que bien des leaders d'espace de libre expression se lancent dans une perspective de quête permanente des ressources économique. Cette attitude se justifie, disent-ils, par le fait que ces leaders « *ne sont pas souvent des désœuvrés. Peut-être ils n'ont pas encore eu de boulot* ». Montrant cette différence de statut professionnel qui entraîne de facto une différenciation des stratégies déployées, M. Gaoussou atteste : « Vous savez, il y a beaucoup d'espaces hein ! Mais ceux qui les animent sont un peu différents du Congrès. Au Congrès vous allez voir, tous ceux qui sont à la tête, ce sont des responsables de famille, c'est des fonctionnaires. A un moment donné si on a instauré cette histoire de taxes, c'est parce qu'on était débordé. Sinon à la fin du mois on se cotise et puis bon ! Si y a des réparations à faire on les fait. Mais dans les autres parlements, je ne veux pas citer de parlements. Mais ceux-là c'est des étudiants, c'est des élèves. Et ils sont obligés de suivre tel ou tel responsable. Mais nous là ! Ce n'est pas comme ça. Je voudrais lever l'équivoque. Dans les autres parlements hein, quand on dit que ce sont des étudiants hein ! Ce ne sont pas souvent des désœuvrés. Peut-être ils n'ont pas encore eu de boulot, mais au minimum, tous les parlements que je connais, au minimum les gens ont la licence » (M. Gaoussou, vice Président du « Tout Puissant Congrès » d'Abobo, nos entretiens, 2006)

### **Le concept de « patriotes alimentaires »**

La crise a engendré la prolifération d'organisations dont la majorité des responsables « *ne sont pas souvent des désœuvrés même s'ils n'ont pas encore eu de boulot* ». Cette prolifération taxée « d'hémorragie » par Charles Blé Goudé, *accrédite parfois la thèse des patriotes alimentaires*. Pour lui, une logique de prédation guide l'engagement des leaders de telles organisations patriotiques. Se définissant par opposition à cette catégorie de leaders, en effet, BLE Goudé affirme : « Notre objectif, en organisant les « jeunes patriotes » n'était pas d'être proche d'individus, quels qu'ils soient, ou de gagner de l'argent, mais simplement de défendre notre pays (...) Maintenant que les élections approchent, l'on assiste à une prolifération des mouvements de soutien. Ils défendent des causes qu'ils sont mieux à même d'appliquer, mais qui sont tout sauf les nôtres » (Blé Goudé, op cit pp116-117).

L'affirmation contenue dans l'ouvrage « Crise ivoirienne » : Ma part de Vérité » de Blé Goudé selon laquelle il existerait des « patriotes alimentaires » fait l'objet de vives contestations au sein de la galaxie patriotique. Le leader de l'UPLTCI, Djué Eugène, estime que les auteurs de telles affirmations « confondent souvent les causes et les conséquences » du phénomène patriotique. Et en guise de réponse à la question de savoir s'il existe un lien entre le statut professionnel des jeunes et l'émiettement des organisations patriotiques, le « Maréchal » Djué conclut : « La crise a eu pour conséquence l'idée pour certains que si je me mets en groupe de soutien, je peux avoir certains avantages. Mais ce n'est pas réellement l'idée qui motive les gens à aller faire les groupes de soutien. Oh ! Oh ! C'est ça qui est le problème. Et j'ai entendu des gens dire « patriotes alimentaires ».

Il s'estime à la limite visé par de tes propos puisqu'il poursuit : « Nous-mêmes qui sommes là, les gens pensent que c'est parce que tu voulais ça et ça. Moi je vivais en France, je travaillais. Comme tout bon étudiant j'allais à l'école et je travaillais. Ecoutez ! Vraiment ! Je ne sais pas pour combien d'argent j'ai dû abandonner tout ça pour venir rester là où je suis dans les conditions pareilles. Moi aussi les gens pensent que c'est pour de l'argent qu'on fait tout ce bruit. Donc je pense que c'est très difficile. Je pense qu'il ne faut pas s'engager dans cette voie »

### **Les jeunes se battent, évidemment il faut qu'ils mangent**

Dans tous les cas, le qualificatif « patriotes alimentaires » n'est pas, selon le patron de l'ULPTCI, approprié. Les jeunes, dit-il, se battent et dorment dans des maisons. Il est, par conséquent, tout naturel qu'ils mangent. Djué ajoute : « Ce n'est pas parce que les jeunes sont allés demander du soutien à quelqu'un, des fois même pour organiser leur manifestation qu'on va dire que ce sont des « patriotes alimentaires ». Ou bien qu'ils se sont organisés tout simplement parce qu'ils cherchent quelque profit que ce soit. En tout cas cette manière qui consiste à chercher du profit en allant mettre leurs poitrines devant les chars, je crois simplement qu'il y a du mérite hein ! Quand même ! Quand même ! Quand même ! walààà ! Attends là ! » (Sourires)



## Conclusion

A ce stade de notre travail sur le patriotisme et l'engagement des jeunes, il est hasardeux d'émettre des conclusions car les hypothèses que nous avons émises au départ sont soit insuffisamment soit ne sont que partiellement documentées. Cependant on peut déjà entrevoir les différences entre les logiques et les représentations qui nourrissent l'engagement patriotique des jeunes au nord et au sud. Ils ont des perceptions différentes de la crise et les justifications qu'ils donnent de leur enrôlement s'enracinent justement dans les idées et représentations qu'ils se font de la patrie. L'étude ambitionne aussi de montrer les enjeux de l'affirmation identitaire que couvent les conceptions variées de la patrie. Les dimensions culturelles, identitaires, historiques et mêmes géographiques de la notion de patrie sont mises en évidence dans les discours des jeunes. Les prochaines analyses semblent nous promettre de nouveaux éclairages sur le façonnement du vivre ensemble ivoirien depuis les années 1990 (date repère dans la seconde socialisation de la génération à l'étude). La dernière partie de l'analyse que permet de documenter certaines de nos données portera sur les positionnements dans les sphères politiques des jeunes en vue d'une renégociation du fonctionnement de l'Etat par conséquent de l'accès aux ressources.

## Références bibliographiques

Akindès Francis.2000. 'Inégalités sociales et régulation politique en Côte d'Ivoire, la paupérisation est-elle réversible ?' *Politique Africaine* (78) : 126-141

Auvinen J. and E.W. Nafziger, forthcoming, 'Economic Causes: An Econometric Analysis', working paper number 16, Queen Elizabeth House, University of Oxford, June 1998

Banégas Richard et Losch Bernard, 2002, 'La Côte d'Ivoire au bord de l'implosion'. *Politique Africaine* (87) : 139-161

Cartier-Bresson Jean, 'Comprendre et limiter les violences : une représentation'. *Tiers Monde* (174) : 154-175

Chauveau Jean-Pierre et Dozon, Jean-Pierre. 1987. 'Au coeur des ethnies ivoiriennes...l'Etat' in Emmanuel Terray (dir.), *L'Etat contemporain en Afrique*

Collier Paul and Hoeffler Anke. 2004. Greed and grievance in civil war. *Oxford Economic Papers*, vol. 54, pp. 563-595.

Collier Paul and Hoeffler Anke. 1999a "Justice-seeking and loot-seeking in civil war", World Bank, Washington, DC.

Collier Paul. 1994, 'Demobilisation and insecurity: a study in the economics of the transition from war to peace'. *Journal of International Development* (6): 343-352

Contamin B. et Losch B., 2000 'Côte d'Ivoire : la voie étroite'. *Politique Africaine* n° 77

Coulibaly Tiémoko.1995.'Démocratie et surenchère identitaire en Côte d'Ivoire'. *Politique Africaine* (58) :143-150

Dembélé Ousmane. 2003. 'La Côte d'Ivoire : la fracture communautaire'. *Politique Africaine* (89) : 35-48

Dozon Jean-Pierre et Chauveau Jean-Pierre. 1988. 'ethnies et État en Côte d'Ivoire'. *Revue française de science politique* 38 (5) : 732-747

Dozon Jean-Pierre. 1998. 'la Côte d'Ivoire entre démocratie, nationalisme et ethnonationalisme'. *Politique Africaine* (32) : 79-84

Dozon Jean-Pierre. 2000. 'La Côte d'Ivoire entre démocratie, nationalisme et ethnonationalisme'. *Politique Africaine* (78) : 45-62.

International Crisis Group (ICG), 2003. Côte d'Ivoire : 'La guerre n'est pas encore finie'. Rapport n°72, Freetown/Bruxelles

International Crisis Group (ICG), 2004. Côte d'Ivoire: le pire est peut-être à venir. Rapport Afrique n°90  
[http://www.abidjan.net/documents/files/090\\_cote\\_d\\_ivoire\\_le\\_pire\\_est\\_peut\\_etr\\_e\\_a\\_venir.pdf](http://www.abidjan.net/documents/files/090_cote_d_ivoire_le_pire_est_peut_etr_e_a_venir.pdf)

International Crisis Group ICG, 2004. Côte d'Ivoire: pas de paix en vue. Rapport Afrique N°82, Dakar/Bruxelles  
[http://www.acat.asso.fr/aplurg/docs/Cote\\_ivoire.pdf](http://www.acat.asso.fr/aplurg/docs/Cote_ivoire.pdf)

Jean-Pierre Tuquoi, « Une économie grevée par la chute des cours des matières premières ». *Le Monde* du jeudi 9 décembre 1993, p 4

Keen D. (1998), Forthcoming, 'War, crime, and Access to Resources', *working paper* number 16, Queen Elizabeth House, University of Oxford, june 1998

Keen D. 2006. Greedy Elites, Dwindling Resources, Alienated Youths. The Anatomy of Protracted Violence in Sierra Leone.  
[http://www.fes.de/ipg/ONLINE2\\_2003/ARTKEEN.PDF](http://www.fes.de/ipg/ONLINE2_2003/ARTKEEN.PDF)

Krijn Peters et Paul Richard (1998), 'jeunes combattants parlant de la guerre et de paix en Sierra Leone'. *Cahiers d'Etudes Africaines*, 150-152, vol. 382-4 : 581-617

Marie Alain. 1996. 'les jeunes d'Abidjan face à l'entrée dans la vie dans un contexte de pauvreté : entre solidarité en crise et individus en chantier : l'affirmation du sujet'. *Les cahiers de Marjuvia* (2) : 25-33

Memel Fôté Harriste. 2000. 'Un mythe politique des Akan: le sens de l'État'. in P. Valsecchi et F. Viti (dir.), *Mondes akan. Identité et pouvoir en Afrique occidentale*

Memel Fôté Harriste. 1997. "De la stabilité au changement", in Bernard Contamin et H Memel Pote (eds), *Le modèle ivoirien en question : crises ajustements, recompositions*

Michi Ebata et al., 2006. Youth and violent conflict: society and development in crisis? <http://www.comminit.com/africa/strategicthinking/st2006/thinking-1831.html>

Paul Richards, 2003. Conflict and development policy in the Mano River and Côte d'Ivoire: "The regional stakes for stability and reconstruction". Paris

Paul Richards.2002. 'Are there common causes to recent West African insurgencies?'. *Politique africaine* n°88

Rachel Brett et Irma Specht, 2004. Young Soldiers: Why They Choose to Fight?. Lynne Rienner, Inc., United States of America  
<http://www.ilo.org/public/english/support/publ/pdf/youngsol.pdf>

Sindzingre Alice, 2000. 'Le contexte économique et social du changement politique en Côte d'Ivoire'. *Afrique contemporaine* (193) : 27-37

Soro Guillaume.2005. *Pourquoi je suis devenu un rebelle ; la Côte d'Ivoire au bord du gouffre*, Hachette littératures, Paris.

Tiémoko Coulibaly. 2002. 'Sur fond de discrimination ethnique et régionale, lente décomposition en Côte d'Ivoire'. *Le Monde Diplomatique* (584) : 23-24

Weinstein J. M..2004., *Resources and information problem in rebel recruitment*, Stanford University, department of political science

Yacouba Konaté. 2003. 'Les enfants de la balle : de la FESCI aux mouvements de patriotes'. *Politique africaine* (89) : 49-70.